



Sissy Spacek:
vers un autre **Oscar?**

Cahier Arts + Spectacles, page C1

Haute
rupture

Cahier Actuel, page B1



Yves Saint Laurent



Bush brandit le spectre d'un déficit budgétaire

The New York Times

WASHINGTON — Le président Bush a déclaré pour la première fois, hier, qu'il pourrait ne pas proposer un budget équilibré cette année. Les États-Unis n'ont pas connu de budget déficitaire depuis 1997.

Bush affirme que le déficit probable est causé par le coût de la guerre et la récession, et non par son programme de réductions d'impôts de 1,3 billion que les démocrates ciblent de plus en plus en cette année électorale. Les démocrates espèrent que l'économie jouera contre les républicains au cours de la campagne 2002.

Bush a rappelé qu'il avait prévenu les Américains, il y a plusieurs mois, qu'un déficit pourrait se produire si le pays s'embourrait dans une récession, une guerre ou une urgence nationale. « Nous sommes aux prises avec les trois », a déclaré le président, ajoutant que toute augmentation d'impôts serait « un désastre » même si les démocrates n'en ont pas réclamé.

Les commentaires du président, livrés dans le cadre d'une rencontre avec le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, moins de 90 minutes après le retour de Bush de vacances de 12 jours à son ranch du Texas, constituent la plus récente illustration des démarches politiques reliées au redressement de l'économie.

Bush a aussi affirmé que le budget qu'il présentera le 4 février au Congrès contiendra un programme de stimulants économiques pour venir en aide aux chômeurs américains. Le programme précédent

Voir DÉFICIT en A2

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Actuel	cahier B	La Presse Affaires	cahier D
Arts et Spectacles	cahier C	Le monde	A7, A10
- horaire spectacles	C4	Loteries	A2, A5
- horaire télévision	C2	Montréal Plus	cahier E
Bandes dessinées	C7	Mots croisés	C7, S10
Bridge	E7	Mot mystère	C7
Décès	E7	Petites annonces	
Éditorial	A8	- immobilier	E4
Êtes-vous observateur	E4	- marchandises	E4
Feuilleton	C7	- emplois	E4, E5
Forum	A9	- automobile	E5
Horoscope	E5	- affaires	D2
		Politique	A6

MÉTÉO Voir page S16
Ciel variable
Maximum -5, minimum -6



Tremblay promet aux sans-abri des places dans les refuges

ALEXANDRE SIROIS

À court terme, les sans-abri montréalais pourront vraisemblablement dormir tranquilles. Tous ceux qui réclament une place dans un refuge l'obtiendront, a promis le maire de Montréal, Gérald Tremblay. Et on ne reverra pas de sitôt des évictions intempestives comme celle de la semaine dernière sous le viaduc de la rue Notre-Dame.



Photo ROBERT MAILLOUX, La Presse

Un grand nombre de sans-abri, parfois des ex-patients des institutions psychiatriques, sont condamnés à une interminable errance. Rejetés par les hôpitaux et bien souvent réfractaires à la discipline des refuges, ils sont obligés de se débrouiller avec les moyens du bord, comme ce clochard photographié hier sous un viaduc au pied de la rue Saint-Hubert, dans le Vieux-Montréal.

« On ne peut pas matraquer des abris de fortune et prendre les effets personnels de certaines personnes sans leur donner la possibilité de se reloger », a déclaré le maire hier, à la suite d'une réunion d'urgence du comité exécutif et des responsables de la Ville.

Même si Québec et Ottawa ne semblaient pas se sentir interpellés outre mesure par les requêtes de M. Tremblay dans ce dossier, le maire de Montréal a commencé à ébaucher sa stratégie. Il a précisé que si des sans-abri se construisent à nouveau des maisons en carton, des intervenants « vont leur dire qu'ils ne peuvent pas rester là ». Une navette les conduira ensuite à un refuge, « avec leurs effets personnels ».

C'est cette même navette, propriété de la Old Brewery Mission, qui sera utilisée pour permettre à tous les sans-abri qui le souhaitent d'avoir accès à un gîte. Ainsi, si un refuge est plein, ceux qui y sollicitaient une place seront véhiculés vers un autre refuge, où ils pourront passer la nuit.

« On dit qu'on a une nouvelle ville. On veut que ce soit une ville humaine, centrée sur le citoyen. Peut-être qu'on a une occasion unique de démontrer qu'au-delà des beaux discours qui peuvent être tenus, on est très sérieux », a déclaré M. Tremblay.

« Je suis très sérieux. J'ai cette préoccupation à coeur depuis longtemps et une des raisons pour lesquelles j'ai accepté de retourner en politique, c'est pour trouver des solutions concrètes », a ajouté le nouveau maire de Montréal. Toujours à court terme, il compte également sensibiliser les sans-abri qui vivent dans la rue à l'existence de solutions de rechange à leur mode de vie. Afin de concocter un plan

Où peuvent-ils aller?



LOUISE LEDUC
LE DERNIER REFUGE

MAR | 1 > Le «dumping» des clochards

La responsabilité des sans-abri ne saurait incomber à la seule Ville de Montréal, vient de rappeler Gérald Tremblay. À Québec, à Ottawa, alors ? Pendant que dans les officines gouvernementales, on cause compétence, les grands refuges, tous liés à de grandes institutions religieuses, doivent, avec très peu de moyens, composer au quotidien avec ce qu'ils qualifient de « dumping de sans-abri ». Dans le Québec laïque d'aujourd'hui, va-t-il encore de soi de refiler un problème de société à une poignée de bonnes âmes ?

présente aux urgences un vendredi soir après 16 h 30, on a tôt fait de nous le refiler, bracelet d'hôpital au poignet, pour éviter qu'il n'occupe un lit toute une fin de semaine », relate le révérend Robert Warren, de la Old Brewery Mission.

En décembre, raconte de son côté Claude Lanoie, superviseur à la Mission Bon Accueil, « un homme s'est déshabillé en plein milieu de la rue, à deux pas d'ici. Une ambulance est arrivée sur les lieux, il n'a pas voulu monter. Des policiers ont été appelés en renfort et l'homme a

finalement été emmené de force. Tout ça parce que quelqu'un, quelque part, n'a pas fait son travail et l'a mis à la porte d'une institution, sans doute pour des raisons administratives. Le plus souvent, tout ça finit par un crime, une arrestation et un emprisonnement de courte durée. Puis, le cycle recommence,

Voir SANS-ABRI en A2

Autres textes en E1

Voir TREMBLAY en A2

Sixième baisse consécutive des assistances pour le Canadien

ALEXANDRE PRATT

UNE ÉNERGIQUE campagne de promotion et de meilleurs résultats sur la glace n'ont pas permis au Canadien de Montréal d'améliorer ses ventes de billets, qui sont à la baisse pour la sixième année consécutive.

Selon les statistiques officielles de la Ligue nationale de hockey, les 20 premiers matchs locaux du Canadien ont attiré une moyenne de 19 311 spectateurs. Il s'agit d'un déficit de 794 clients par rencontre, ou d'une chute de 4 % par rapport à la moyenne de la saison dernière, pourtant l'une des plus décevantes de l'histoire du club. Tout compte

fait, le Canadien vend 2000 billets de moins par match cette année qu'en 1996, lors du transfert du club du Forum au Centre Molson.

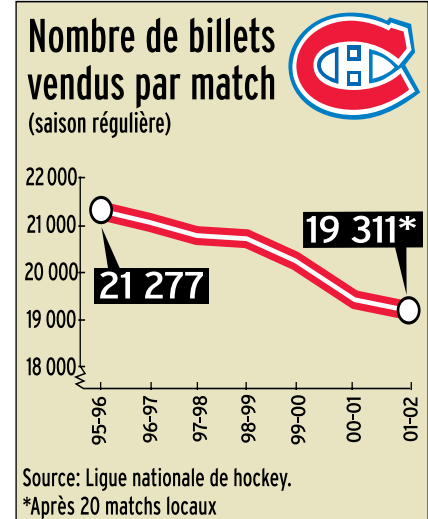
Pis encore, même les victoires ne font plus courir les foules ! La direction de l'équipe est incapable de miser sur un fort début de saison à domicile (10-7-3) et sur les chances de l'équipe de participer aux séries éliminatoires pour la première fois en quatre ans pour vendre plus de billets. Cinq fois depuis le mois d'octobre, le Tricolore a joué devant moins de 18 000 spectateurs, ce qui ne s'était jamais produit avant au Centre Molson.

Autre première plutôt gênante : le Canadien vient de basculer dans

la deuxième moitié des équipes de la Ligue nationale pour le taux d'occupation de son amphithéâtre. Près d'un siège sur 10 est « officiellement » inoccupé, ce qui place le club au 16^e rang sur 30, derrière des clubs en difficulté comme les Canucks de Vancouver, les Sabres de Buffalo et même les Blue Jackets de Columbus, avant-derniers au classement général. « Officiellement », car le taux tient seulement compte du nombre de billets

Voir CANADIEN en A2

Autre texte en S9



Ça Presse

LES PETITES ANNONCES
987 - VENDU

1 > DEMAIN DANS LA PRESSE



Vous avez dit « planespotting » ?

Pour certains, ce sont les timbres. Pour d'autres, les épinglettes, les papillons ou les cartes de hockey. Mais pour des milliers de Britanniques, il n'y a qu'une chose qui vaille vraiment la peine d'être collectionnée : les numéros matricules des avions, civils ou militaires.

À lire demain dans le cahier Actuel

2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> La carrière d'Yves Saint Laurent
cyberpresse.ca/ysl

> Préparez votre portefeuille pour 2002
cyberpresse.ca/perspectives2002

> La façon Web de faire des mots croisés
cyberpresse.ca/motscroises

3 > À VENIR CETTE SEMAINE



> Princess Superstar

Interview avec la rappeuse de New York, demain dans le cahier Arts et Spectacles.



> Médias

L'appétit pour la nouvelle internationale, demain dans le cahier Actuel.



> Hockey

Tout sur le match du Canadien au Minnesota, mercredi dans le cahier Sports.

LOTÉRIES | LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres : 9-0-5 > À quatre chiffres : 1-6-8-8

SUITES DE LA UNE

DÉFICIT

Suite de la page A1

était mort au Sénat en décembre quand la Maison-Blanche et les démocrates n'avaient pu s'entendre. Le Congrès siègera de nouveau à compter du 23 janvier.

« J'espère qu'à son retour, le Congrès aura entendu la voix de ses commettants et que le Congrès comprendra que les Américains, comme moi, en ont assez des querelles partisanes », a déclaré le président Bush lors de sa rencontre avec Greenspan, à laquelle assistaient aussi le vice-président Dick Cheney et les principaux conseillers économiques et politiques du président.

Dans les minutes qui ont suivi le déclenchement des hostilités par Bush, les démocrates et les républicains ont commencé à échanger des accusations, secouant la quiétude du temps des Fêtes dans la capitale.

Après les remarques de Bush, le sénateur Trent Lott, chef de la minorité républicaine, invité à l'émission radiophonique conservatrice d'Oliver North, a déclaré que le sénateur Tom Daschle, chef de la majorité démocrate, bloquait le programme économique du président. Les démocrates, a ajouté Lott, doivent « diriger, suivre ou libérer la voie ».

Lott a accusé les démocrates de favoriser leurs intérêts politiques avec les difficultés de l'économie. « Je pense qu'ils ont conclu qu'une bonne économie constitue une mauvaise politique et qu'une mauvaise économie peut les aider », dit-il.

Les démocrates ont vite répondu que Bush les accusait injustement de réclamer des hausses d'impôts. Certains démocrates ont toutefois demandé à Bush d'abroger les réductions d'impôts qui ne sont pas encore en vigueur.

« Il participe à un débat où il n'y a pas d'adversaire », a déclaré le sénateur démocrate Byron Dorgan, commentant les propos du président à la place du sénateur Daschle, en voyage à Hawaï. « Il dit qu'il veut que les querelles partisanes cessent, et ensuite il crée un épouvantail comme ça ».

Dorgan, à l'instar d'autres démocrates, a également affirmé que le président ne devrait pas inclure son programme de stimulants économiques dans le prochain budget, qui ne sera pas adopté avant le 15 avril. Cela retarderait indûment l'aide aux chômeurs, estime-t-il.

Le représentant Dick Gephardt, du Missouri, leader démocrate à la Chambre, a déclaré dans un communiqué : « Je n'ai pas entendu un démocrate dire qu'il veut hausser les impôts. Ce jeu de blâme partisan n'a pas sa place dans un débat au sujet de l'avenir économique de ce pays ».

Les autorités budgétaires de la Maison-Blanche ne pouvaient préciser, hier, l'ampleur du déficit anticipé mais Mitchell E. Daniels fils, directeur du budget au bureau du président, a déclaré qu'il s'attendait à ce que le déficit corresponde aux prévisions du Bureau budgétaire du Congrès et aux analyses des deux partis politiques.

Le personnel démocrate du Comité du budget de la Chambre des représentants est d'avis que le déficit atteindra au moins 43 milliards l'an prochain. Le budget total oscilera autour de deux trillions de dollars.

Précision

Une erreur s'est glissée hier dans le bas de vignette de la photo sur le gambling dans le Quartier chinois. La personne sur la photo n'était pas Kenneth Cheung, mais le père James Wan, de la Mission catholique chinoise. Nos excuses.

POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (OC) H2Y 1K9

La Presse

	TÉLÉPHONE	TÉLÉCOPIEUR	COURRIEL	HEURES D'OUVERTURE
RÉDACTION		(514) 285-6808	redaction@lapresse.ca commentaires@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h15 à minuit Sam: 10h à minuit Dim: 10h à minuit
Actuel	(514) 285-7070	(514) 285-6808	actuel@lapresse.ca	
Arts et Spectacles		(514) 285-4814	arts@lapresse.ca	
Économie		(514) 285-4809	economie@lapresse.ca	
Montréal Plus		(514) 285-6808	montrealplus@lapresse.ca	
Sports		(514) 350-4854	sports@lapresse.ca	
Éditorial, Forum		(514) 285-7027	(514) 285-4816	
CYBERPRESSE	(514) 285-7070	(514) 285-7123	commentaires@cyberpresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h à 2 h Samedi et dimanche: 7 h à 2 h
ABONNEMENT	(514) 285-6911 / 1-800-361-7453	(514) 285-7039	abonnement@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h30 à 17 h30 Sam: 7 h à midi / Dim: 7 h à 11 h
PETITES ANNONCES	(514) 987-8363 / 1-866-987-8363	(514) 848-6287	petitesannonces@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h00 à 17 h30
PAGES ANNIVERSAIRES / ARCHIVES PHOTO	(514) 285-7364	(514) 285-6988	archives@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
PUBLICITÉ				
Décès et remerciements	(514) 285-6816	(514) 350-4875	deces@lapresse.ca	Lundi au jeudi: 8 h30 à 21h Vendredi: 8 h30 à 20 h30 Samedi et dimanche: 14 h à 18 h
Carrières et professions	(514) 285-7320	(514) 499-2053	carrieres@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h30 à 17 h30
National et voilà!	(514) 285-7306	(514) 845-8129	-	Lundi au vendredi: 8 h30 à 17 h30
Vente au détail	(514) 285-6931	(514) 845-5830	-	Lundi au vendredi: 8 h30 à 17 h30

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518

TREMBLAY

Suite de la page A1

d'action comportant des solutions à moyen et à long terme aux problèmes des sans-abri, le maire réunira aujourd'hui les membres du comité de liaison sur l'itinérance de la région régionale de la santé de Montréal-Centre, formé de nombreux intervenants du milieu. M. Tremblay commencera par le commencement : il tentera avant tout de savoir combien il y a de sans-abri à Montréal.

Par ailleurs, au centre des préoccupations de la Ville demeure la question de la pénurie de logements sociaux. « Nous sommes bien conscients, pour avoir parlé à de nombreux sans-abri, que ce n'est pas un problème de refuge, un soir, ou d'un repas. C'est plus une question d'un logement social ou d'un logement à prix abordable

où les personnes vont avoir une certaine stabilité », a souligné M. Tremblay, qui veillera à trouver rapidement où ces logements pourront être construits.

Le maire est également conscient du fait que de nombreux sans-abri ne veulent rien savoir des refuges. « Est-ce qu'il faut regarder (du côté) des maisons spécialisées ? a-t-il lancé. Des chambres spécialisées ? Est-ce que c'est un problème de ressources, qui vont mieux encadrer toutes ces personnes, qui ne vont pas juste leur donner un lit dans un dortoir, mais un emplacement où les gens peuvent se créer un petit milieu de vie ? »

M. Tremblay a encore une fois rappelé que le problème n'est pas uniquement d'ordre municipal. Il a de nouveau insisté pour qu'Ottawa

et Québec mettent la main à la pâte. Or, hier, au fédéral comme au provincial, on ne semblait pas enclin à vouloir offrir à Montréal plus que les fonds injectés au cours des derniers mois.

« On intervient déjà. On met de l'avant de nombreuses mesures pour venir en aide aux personnes les plus démunies, dont les personnes itinérantes », a déclaré Marie-Josée Dionne, la porte-parole de la ministre déléguée à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, Nicole Léger. Mme Dionne a notamment rappelé que Québec et Ottawa, quelques jours avant Noël, ont signé une entente sur le logement social qui permettra sous peu la construction de nouveaux appartements. « Québec entend créer au cours des deux prochaines années

quelque 6500 unités de logement abordables », a-t-elle précisé, dont 1000 à Montréal.

Une initiative également mentionnée par Gaston Plourde, porte-parole de la coordonnatrice fédérale pour les sans-abri, Claudette Bradshaw. M. Plourde a aussi indiqué qu'Ottawa vient d'injecter des fonds pour donner un coup de pouce direct aux sans-abri. « Un effort sérieux » dont « l'impact est à venir », a-t-il dit.

« On est en train de déployer les initiatives de partenariats en action communautaire, en collaboration avec le gouvernement du Québec. On parle d'au-delà de 50 millions pour le Québec, a ajouté M. Plourde. Et, par exemple, ça va aider des organismes qui aident des personnes sans-abri à accroître leur capacité d'accueil. »

SANS-ABRI

Suite de la page A1

encore et encore. Vous imaginez combien tout cela coûte à la société ? »

Ce n'est pas par choix, ni en toute connaissance de cause, souvent, que l'on finit sous un viaduc en janvier et que l'on s'y trouve à peu près bien. Tourné vers le manque de logement social, le débat a été long à aborder l'une des dimensions centrales du problème, à savoir les problèmes mentaux dont souffrent 40 % des sans-abri, selon une étude de l'Institut de la statistique du Québec.

Au Québec, une loi permet aux policiers d'emmener un individu subir contre son gré un examen psychiatrique dans un hôpital, mais cela ne suffit pas, explique Hugo Lépine, directeur de la Maison de Lauberivière, à Québec. « Il nous est arrivé d'utiliser cette loi quand nous avons craint qu'un individu ne présente un danger pour lui-même. Mais quelques heures

après leur admission d'urgence pour une évaluation psychiatrique, nous avons eu la surprise de constater que ces grands malades se trouvaient de nouveau en circulation, même si nous les jugions toujours en pleine crise psychotique. (...) Le taux de suicide au Québec est l'un des plus élevés du monde. Ne faudrait-il pas faire preuve de plus de retenue et cesser de ne penser qu'à libérer toujours plus de lits dans les hôpitaux ? »

Pour des raisons de santé physique, ajoute M. Lépine, certains patients sont envoyés dans des maisons de convalescence après leur hospitalisation. « Pour les personnes hospitalisées pour des problèmes de santé mentale, il n'existe rien de tel. »

La cour des miracles

De la désinstitutionnalisation à la « déhospitalisation » (autre surnom donné au « dumping de sans-

abri »), les refuges ont donc appris à composer avec une population pour laquelle ils ne sont pas formés.

À l'entrée de la Old Brewery Mission, au grand tableau des invités du jour, un code accolé au nom de chaque « visiteur » permet en un clin d'oeil aux responsables de diriger chacun au bon endroit.

Il y a un code pour les personnes malades, un code distinct pour ceux atteints de VIH/sida, un autre pour les violents, un autre encore pour ceux qui présentent des comportements bizarres ou des déficiences intellectuelles et enfin, un dernier pour ceux qui sont carrément « dangereux ». Les cas les plus lourds sont dirigés soit vers une salle d'isolation, soit vers les lits qui se trouvent directement dans la mire des caméras du dortoir.

Se côtoient donc en une même cour des miracles des jeunes qui en

sont à leur premier épisode psychotique et qui n'ont pas encore reçu de diagnostic, des déprimés qui viennent de perdre leur emploi ou leur dernier dollar dans les vidéopokers, des malades qui ne prennent pas leurs médicaments ou qui refusent tout traitement psychiatrique, et des personnes vieillissantes toujours incapables de s'organiser et qui ont oublié l'art de prendre une douche.

« Nous avons parmi nos gens quantité de personnes qui fonctionnent très bien pendant presque toute l'année, note le révérend Warren, mais qui sont en crise pendant trois semaines. Où peuvent-ils aller sinon chez nous ? »

L'été dernier, vu la pénurie de logements, les propriétaires n'ont pas hésité à lever le nez sur les familles monoparentales. Dans ce contexte, inutile de préciser que l'ancien sans-abri qui vit de l'aide sociale et dont l'haleine sent encore parfois l'alcool...

CANADIEN

Suite de la page A1

vendus. Dans les faits, le nombre de sièges inoccupés est encore plus élevé, car plusieurs centaines de détenteurs d'abonnements n'assistent pas à toutes les parties, un phénomène qui tend à prendre de l'ampleur au Centre Molson depuis deux saisons.

Pour rétablir la situation, l'organisation a lancé simultanément plusieurs campagnes promotionnelles : une vise les familles, une autre les étudiants, une troisième offre la possibilité d'assister à trois matchs dans la section rouge, en janvier, pour le prix de deux billets. Le Canadien s'est aussi associé avec une entreprise qui donne deux billets lors d'une location d'une voiture intermédiaire pour une semaine. Jamais l'équipe n'a eu autant de mal à écouler ses billets.

« La réponse à nos promotions

est très bonne et nous permet de croire que nous pourrions terminer la saison au même niveau que l'année dernière pour les assistances », explique le directeur des communications de l'équipe, Donald Beauchamp. La direction du club se réjouit d'ailleurs de la hausse des ventes de billets unitaires (un soir seulement) par rapport à l'année dernière. Sauf qu'en même temps, moins de 12 000 abonnements ont été vendus — un creux historique — et 12 loges sont inoccupées en permanence.

Comment expliquer la chute de l'assistance, cette saison, en dépit de la performance respectable de l'équipe et des nombreuses promotions ? La direction du Canadien a identifié deux facteurs : le ralentissement économique, qui retient les particuliers d'investir dans l'achat de billets, et un calendrier défavo-

nable en première moitié de saison. Pas un mot, toutefois, sur l'augmentation de 10 % du prix moyen des billets imposée l'automne dernier.

« Nous avons hérité de plusieurs matchs en semaine, notamment deux rencontres le lundi soir contre Minnesota et Tampa Bay, des équipes qui n'ont pas la réputation d'être très excitantes », indique Donald Beauchamp. Les prochains matchs contre Philadelphie, Washington, Ottawa et Pittsburgh permettent à la direction d'envisager de meilleures ventes, poursuit-il. « Les ventes de billets sont traditionnellement meilleures en deuxième moitié de saison. Regardez seulement la fin de la saison dernière. » Le Canadien a joué à guichets fermés lors de huit de ses 10 derniers matchs en 2000-2001.

Les membres de l'organisation se

consolent aussi en soulignant que le Tricolore occupe le troisième rang de la Ligue nationale pour le nombre de spectateurs par rencontre locale, ce qui est principalement dû au fait que le club possède le plus grand amphithéâtre du circuit, le Centre Molson, dont la capacité est de 21 273 sièges.

Mais avant l'arrivée du président Pierre Boivin, il y a trois ans, l'équipe trônait seule en tête du groupe, loin devant les Red Wings de Detroit et les Flyers de Philadelphie avec une moyenne de 20 741 billets vendus par match. Depuis que M. Boivin est en poste, l'assistance moyenne a chuté de 6,9 %, ce qui représente un manque à gagner d'environ 100 000 \$ par rencontre. Ou de quatre millions par saison, soit le salaire annuel d'un marqueur de 30 buts dans la Ligue nationale de hockey...

EN VOYAGE AVEC NOUS

Les mercredis et samedis dans La Presse

VACANCES VOYAGE



ACTUALITÉS

Visite éclair de Tony Blair en Afghanistan

Agence France-Presse

KABOUL — Des troupes américaines donnaient la chasse hier dans l'est de l'Afghanistan à des membres d'Al-Qaeda, et le premier ministre britannique Tony Blair a jugé que la campagne militaire dans ce pays a été « un immense succès ».

M. Blair est arrivé hier en Afghanistan, devenant ainsi le premier chef de gouvernement occidental à effectuer une visite officielle dans ce pays depuis plus de 20 ans et ce, après la mise en place fin décembre d'une administration intérimaire afghane.

Les recherches se poursuivent

Les stratèges américains se sont donné comme priorité de débarrasser et d'éliminer les membres du réseau d'Oussama ben Laden, qui sont dispersés dans le sud, l'est et le centre du pays.

Les Américains veulent également retrouver le mollah Mohammad Omar, chef des talibans, et éliminer les dernières poches de résistance de la milice fondamentaliste qui était au pouvoir en Afghanistan depuis 1996.

Pour sa part, le Pentagone a annoncé hier que les États-Unis détenaient déjà 346 talibans ou membres d'Al-Qaeda, placés dans un camp près de Kandahar ou à bord d'un navire de la marine américaine en mer d'Oman, le *Bataan*.

Des soldats américains accompagnés de combattants locaux ont fouillé une base présumée d'Al-Qaeda à Zawar, dans l'est de l'Afghanistan, au sud-ouest de la ville de Khost. Selon, l'agence *Afghan Islamic Press* (AIP), basée au Pakistan, quatre hélicoptères américains se sont posés dans ce secteur dans la nuit de dimanche à lundi.

Tony Blair est arrivé en Afghanistan et a atterri pour des raisons de sécurité à l'ancienne base aérienne soviétique de Bagram (50 km au nord de Kaboul), où il a été accueilli par le chef du gouvernement intérimaire afghan, Hamid Karzaï.

Force internationale d'assistance

La Grande-Bretagne a pris le commandement pour trois mois de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) en Afghanistan, dont le déploiement est en cours et devrait être achevé à la fin janvier.

Outre M. Blair, une délégation d'influents sénateurs américains est également arrivée hier à Bagram. Ils ont rencontré M. Karzaï, les ministres de la Défense Mohammad Qassim Fahim, des Affaires étrangères Abdullah Abdullah et de la Condition féminine Sima Samar.

Le Canada combattra aux côtés des États-Unis

Le ministre Art Eggleton a confirmé que l'armée participera à une mission dans la région de Kandahar

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Insatisfait du rôle secondaire que voulaient confier les Britanniques aux soldats canadiens dans le cadre d'une mission de maintien de la paix à Kaboul, la capitale de l'Afghanistan, le Canada a choisi de participer à une autre mission plus périlleuse dans la région de Kandahar qui sera dirigée par les Américains.

Après plusieurs semaines de négociations laborieuses, le ministre de la Défense, Art Eggleton, a confirmé hier que le Canada déploiera 750 soldats en Afghanistan au cours des prochaines semaines afin de participer à la force de stabilisation américaine qui aura comme tâche de neutraliser les forces talibanes en fuite et de démolir les camps d'entraînement de l'organisation terroriste Al-Qaeda, quitte à participer à des opérations de combat s'il le faut.

Les soldats canadiens, qui font partie du 3^e bataillon de la division d'infanterie légère Princess Patricia d'Edmonton et qui attendent depuis la mi-novembre de partir dans ce coin chaud du globe, auront également comme mission d'assurer la sécurité dans les environs de Kandahar, de participer aux efforts de déminage et de faciliter la distribution de l'aide humanitaire à la population.

Mission de six mois

Au plus tard, les soldats canadiens seront sur le terrain à la mi-février et leur mission durera au moins six mois. Un escadron de reconnaissance du Lord Strathcona's Horse, ayant à sa disposition 12 véhicules blindés légers Coyote, se rendra sur les lieux d'ici une dizaine de jours.

« Cette mission n'est pas sans risque. Mais nos troupes sont bien entraînées et équipées, et elles sont capables d'exécuter ces tâches importantes », a déclaré hier le ministre Eggleton en conférence de presse.

« Les Américains ont reconnu notre expertise lorsqu'ils ont demandé aux forces canadiennes, et seulement aux forces canadiennes,



Photo PC ©

« Cette mission n'est pas sans risque. Mais nos troupes sont bien entraînées et équipées, et elles sont capables d'exécuter ces tâches importantes », a déclaré hier le ministre Eggleton en conférence de presse.

de participer à cette mission aux côtés des troupes américaines », a-t-il ajouté.

De toute évidence, M. Eggleton avait encore du mal hier à cacher sa colère à l'endroit de la Grande-Bretagne, qui avait levé le nez sur l'offre du Canada d'envoyer 1000 soldats afin de participer à la mission de maintien de la paix à Kaboul.

Cette mission de maintien de la paix, qui sera dirigée par les Britanniques durant les trois premiers mois, sera composée de 4500 soldats venant de plusieurs pays.

Tout au plus, la Grande-Bretagne avait demandé au Canada d'envoyer 200 ingénieurs et évoqué la possibilité que les militaires canadiens prennent la relève des soldats britanniques après trois mois seulement, ce qui a visiblement froissé le gouvernement Chrétien.

Les partis d'opposition aux Communes ainsi que de nombreux experts au pays ont soutenu que la Grande-Bretagne n'avait pas osé demander une participation plus importante du Canada à cause de l'état douteux de préparation des Forces armées canadiennes après

des années de compressions budgétaires.

Hier, M. Eggleton a plutôt soutenu que la politique européenne a joué un rôle dans la création de cette mission de maintien de la paix. « Ils désiraient voir notre infanterie sur les lieux, mais pas dans l'immédiat parce qu'il y avait quelque 17 pays, dont plusieurs pays européens, qui voulaient participer à la mission », a indiqué le ministre.

Le ministre a précisé que la demande des États-Unis de participer à la mission de stabilisation dans la région de Kandahar est survenue tout juste avant Noël.

Rôle de premier plan ?

Les discussions entre le Canada et les États-Unis ont abouti à un accord tard vendredi soir. Le déploiement de 750 soldats portera à près de 3000 militaires canadiens dans la région de l'Afghanistan dans le cadre de l'opération Apollo dans la foulée des attentats terroristes du 11 septembre contre les États-Unis.

Peu après le début de la riposte américaine contre le régime taliban qui était au pouvoir en Afghanis-

tan, le Canada a envoyé six navires, six avions, des hélicoptères Sea King et quelque 2000 membres des Forces armées canadiennes dans cette région.

« Le Canada joue un rôle de première importance dans la campagne internationale contre le terrorisme. En fait, notre participation est la quatrième en importance à l'heure actuelle », a déclaré M. Eggleton, cherchant ainsi à faire taire les critiques qui soutiennent que le Canada a été relégué à un rôle de second violon depuis les événements tragiques.

« Les critiques qui affirmaient qu'on ne voulait pas (de) la participation du Canada dans cette mission ont absolument tort », a-t-il martelé, avant de s'excuser auprès des militaires canadiens et leurs familles qui ont dû s'armer de patience au cours des derniers mois avant de connaître leur mission et le moment de leur départ.

[cyberpresse.ca](http://www.cyberpresse.ca) Nos textes et les dernières nouvelles sur les opérations en Afghanistan à www.cyberpresse.ca/monde

Adolescent à problèmes, mais pas terroriste

VICKIE CHACHERÉ
Associated Press

TAMPA, Floride — Un adolescent à problèmes, mais pas un terroriste : le jeune de 15 ans qui pilotait le petit avion qui s'est encasté samedi dans un gratte-ciel du centre-ville de Tampa, en Floride, n'avait aucun lien connu avec des terroristes, même s'il a laissé une lettre exprimant son admiration pour Oussama ben Laden et les attentats du 11 septembre.

Charles Bishop, unique victime du crash, n'était qu'un garçon « perturbé », un adolescent solitaire qui n'avait pas beaucoup d'amis, a expliqué le chef de la police de Tampa, Bennie Holder.

L'adolescent a délibérément précipité samedi soir le monomoteur Cessna 172-R qu'il avait volé à l'école de pilotage Clearwater, où il suivait des cours, contre le gratte-ciel de la Bank of America Plaza, un immeuble de 42 étages.

« D'après ses actes, nous pouvons supposer qu'il s'agissait d'un jeune homme très perturbé », estime Bennie Holder. Personne n'a été blessé dans le bâtiment, qui devait rouvrir hier, à l'exception du bureau éventré par l'appareil au 28^e étage. D'après Bennie Holder, rien ne laisse penser que l'adolescent avait choisi précisément le gratte-ciel ni qu'il « avait l'intention de blesser d'autres personnes ».

La note manuscrite retrouvée dans la carcasse de l'appareil n'était adressée à personne en particulier, selon la porte-parole de la police, Katie Hugues. La lettre, dans laquelle il disait soutenir ben Laden, ne contient pas de mention à sa famille ni d'adieu.

À Palm Harbor, où vivait le jeune homme avec sa mère, policiers et agents du FBI ont

entrepris d'interroger les membres de la famille de l'adolescent, qui n'avait pas d'antécédents de troubles psychiatriques et ne semblait pas utiliser de substances illicites. Les voisins ont dépeint le portrait d'un jeune assez refermé sur lui-même qui, d'après la police, passait beaucoup de temps seul dans sa chambre. Les enquêteurs ont saisi les ordinateurs familiaux.

À l'école, le jeune Bishop avait laissé l'image d'un collégien discipliné, bon élève et apprécié de ses camarades.

La grand-mère de Charles Bishop l'avait déposé à l'école de pilotage de l'aéroport international St. Petersburg-Clearwater à 17h pour sa leçon. Mais pendant le contrôle de l'appareil, le jeune homme a décollé sans l'instructeur qui était supposé l'accompagner. Il faut en effet avoir 16 ans pour pouvoir voler en solo et 17 ans pour obtenir un brevet de pilote.

L'avion avait parcouru une vingtaine de kilomètres quand un hélicoptère des garde-côtes a réussi à le rattraper au-dessus de Tampa. L'équipage a fait signe au jeune homme de se poser, mais il les a ignorés et a écrasé son appareil contre l'immeuble. Par précaution, deux chasseurs F-15 avaient été appelés de la base aérienne de réserve Homestead, mais ils sont arrivés trop tard.

Le chef du syndicat des contrôleurs aériens de Tampa a confié par ailleurs que le Cessna était passé à 300 mètres seulement d'un Boeing 737 de Southwest Airlines qui venait de décoller de l'aéroport international de Tampa.

Les aiguilleurs du ciel ont aussitôt averti les pilotes de l'avion de ligne qui a ralenti sa montée, a précisé Joe Formoso.

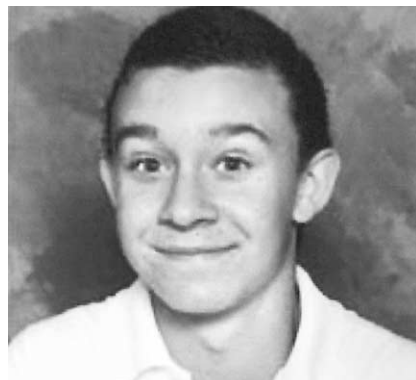


Photo AFP ©

Charles Bishop

TRADITION EUROPÉENNE ET PRIX INCROYABLEMENT CANADIEN

0,8%

FINANCEMENT À L'ACHAT POUR 48 MOIS

3-PORTES LANOS S 2002

Consommation d'essence - 5,9 L/100 km (48 milles/gallon) sur l'autoroute

- Direction assistée
- Deux coussins gonflables
- Chaîne stéréo AM/FM/lecteur de cassettes Sony avec 4 haut-parleurs
- Lave-glace et essuie-glace de lunette
- Banquette arrière rabattable 60-40
- Boîte 5 rapports
- Tapis protégés-moquette
- Plein d'essence
- Et, plus encore...



OU PRIX AU COMPTANT LE PLUS BAS AU CANADA 11 695 \$*

Aubaines remarquables sur les autres modèles 2002 et les véhicules 2001 qui restent. Financement pour aussi peu que 0% ou prix au comptant incroyables.

Tous les modèles offrent la garantie du groupe motopropulseur 5 ans/100 000 km et l'assistance-dépannage 3 ans (kilométrage illimité).

— COMPOSEZ LE NUMÉRO SANS FRAIS 1 877 290-3500 POUR SAVOIR OÙ SE TROUVE LE CONCESSIONNAIRE DAEWOO LE PLUS PROCHE OU VISITEZ NOTRE SITE www.daewooauto.ca —

Daewoo Longueuil
400, boul. Roland-Therrien
Longueuil
(450) 928-3000

Daewoo Houle
12230, rue Sherbrooke Est
Montréal
(514) 640-5010

Daewoo Lajeunesse
8065, rue Lajeunesse
Montréal
(514) 273-7771

Daewoo Sherbrooke
969, rue Haut-Bois
Rock Forest
(819) 563-0003

Daewoo de Laval
650, boul. St-Martin Est
Laval
(450) 629-6262

Daewoo Trois-Rivières
3851, boul. Royal
Trois-Rivières
(819) 374-4441

Daewoo Léveillé
501, boul. Terrebonne
Terrebonne
(450) 471-4118

Daewoo St-Hyacinthe
5765, boul. Laurier
St-Hyacinthe
(450) 778-5765
(514) 327-5765

Daewoo West Island
10333, boul. Gouin Ouest
Roxboro
(514) 684-9709

*Financement à l'achat de 0,8% applicable à tous les nouveaux modèles de 3-portes Lanos S 2002 pour un terme de 48 mois. Taux de financement spécial à l'achat offerts seulement sur tous les modèles, pour des termes allant jusqu'à 60 mois. Exemple de financement pour 10 000 \$ à un taux de 0,8% : 48 mensualités de 211,61 \$, coût d'emprunt de 157,26 \$, pour un total de 10 157,26 \$. L'offre de financement ne peut être combinée à d'autres offres. Compte tenu du fait que le concessionnaire ne s'est pas prévalu de la prime d'encouragement offerte par le fabricant, le taux d'intérêt réel pour les Lanos est de 5,12%. Offres seulement par l'entremise de Prima Financial Services et des concessionnaires Daewoo participants, pour une période limitée. Sous réserve d'une approbation de crédit. *Le prix au comptant des nouvelles 3-portes Lanos S 2002 comprend la prime d'encouragement accordée aux concessionnaires par le fabricant. Transport et préparation (PPS \$), immatriculation et taxes en sus. Le concessionnaire peut vendre le véhicule à un prix inférieur. Offre d'une durée limitée. Visitez le concessionnaire pour plus amples détails.

DAEWOO
Au-delà de vos attentes

1 à 0 pour le hockey bottine et autres jeux dans la rue

Presse Canadienne

HAMILTON – Un père et son fils qui étaient poursuivis par une voisine qui n'aimait pas qu'ils jouent au hockey ou au football dans la rue ont remporté une victoire en cour, hier.

Une juge de paix a décrété que le règlement municipal qui interdit les jeux et le sport dans les rues de cette ville ouvrière de l'Ontario n'avait pas été violé dans ce cas. Selon la juge de paix, Wendy Casey, les déclarations des témoins ont soulevé chez elle un doute raisonnable sur la question de savoir si Gary Kotar et son fils de 10 ans, Ryan, jouaient effectivement au football dans leur rue paisible, en août dernier.

La décision n'aura pas d'impact sur l'avenir des matchs improvisés dans les rues du pays, mais pourrait déclencher un débat pancanadien sur la survie de traditions enfantines anciennes comme le hockey bottine.

À sa sortie de l'audience, hier, M. Kotar a exprimé l'espoir que la décision ouvre des portes qui conduisent un jour à l'abolition du règlement municipal en cause. Avec l'appui de voisins, M. Kotar et son fils comptent faire circuler une pétition afin de faire modifier ce règlement, passé généralement inaperçu.

Dans plusieurs villes canadiennes, des règlements municipaux interdisent de jouer au hockey ou à

d'autres sports dans la rue. En Ontario, une loi l'interdit dans toutes les artères publiques de la province. Mais depuis des années, une règle non écrite voulait qu'à condition que les joueurs dégagent la voie au passage des véhicules, rien ne s'opposait à ce qu'ils s'amusaient dans les rues paisibles.

Un conseiller municipal de Hamilton, Sam Merulla, a l'intention de proposer aujourd'hui un amendement pour officialiser cette règle non écrite.

La bataille pour convaincre la province de modifier sa loi sera longue et ardue, reconnaît-il. Mais il devra également affronter des gens comme Marilyn Leroux, qui estime que le jeu dans la rue met en danger la vie des enfants et porte atteinte au droit des contribuables de protéger leur propriété contre l'intrusion menaçante des jeunes.

« La question n'est pas le hockey de rue — c'est la protection de la vie privée et de la propriété », affirme cette mère qui a assisté à l'audience pour appuyer Nadja Ciuriak, dont elle partage le point de vue.

Depuis 1996, M^{me} Ciuriak s'est plainte à une dizaine de reprises de voir des balles rebondir dans ses plates-bandes. « Je ne veux pas qu'on joue devant ma maison », a affirmé M^{me} Ciuriak, hier matin.

Pour sa part, Ryan reconnaît que certains de ses lancers au hockey ont abouti dans la cour des voisins, mais voudrait, dit-il, « pouvoir jouer devant sa maison sans qu'elle appelle la police ».



Un juge de paix de la Ville de Hamilton en Ontario a donné gain de cause hier à Gary Kotar et son fils de 10 ans, Ryan. Le juge a rejeté la plainte qui leur reprochait d'avoir enfreint le règlement municipal interdisant de jouer au hockey ou à d'autres sports dans la rue.

Photo PC

Pouvoirs policiers accrus contre le crime organisé

ISABELLE RODRIGUE
Presse Canadienne

OTTAWA — Les groupes criminels organisés n'ont qu'à bien se tenir puisque les policiers et les tribunaux disposent désormais de pouvoirs élargis pour leur faire la lutte.

La nouvelle loi antigang, qui a obtenu la sanction royale tout juste avant Noël, est entrée en vigueur hier. La loi permet, par exemple, d'appliquer des peines sévères à des personnes participant à des activités des groupes criminels. En vertu de cette loi, le chef d'une organisation criminelle et reconnu comme tel par un tribunal serait passible d'une peine d'emprisonnement à vie.

Outre la criminalisation de la participation aux gangs criminels, la loi améliore la protection des procureurs, juges, témoins ou jurés qui auraient à prendre part à un procès impliquant des membres de groupes criminels. La mesure simplifie aussi la définition « d'organisation criminelle » en faisant disparaître des critères jugés trop stricts.

Ces nouveaux pouvoirs étaient fortement attendus par les corps policiers qui se plaignaient de manquer de moyens face à des organisations de plus en plus structurées et puissantes. Au Québec notamment, le gouvernement provincial pressait Ottawa d'agir depuis plusieurs années afin de l'aider à contenir l'expansion des motards criminels.

« Enfin ! » s'est exclamé le ministre de la Sécurité publique du Québec, Serge Ménard, commentant la mise en vigueur de la loi C-24. Le ministre est d'avis que la mesure permettra aux policiers d'intervenir plus rapidement afin d'empêcher les groupes de prendre de l'expansion. Il souligne de plus que la loi aura pour effet d'obliger Hells Angels ou Bandidos de ce monde à se faire plus discrets puisque le simple fait de porter les couleurs d'un de ces groupes donnera la preuve de son appartenance.

« Je suis convaincu que c'était un peu à cause de la publicité qu'ils se donnaient que les Hells Angels avaient pu bâtir un si grand monopole du crime organisé. Avec une loi antigang, ce caractère public va disparaître », a souligné M. Ménard, lors d'une entrevue à la Presse Canadienne.

Le ministre Ménard précise que les policiers ne tarderont pas à utiliser les nouvelles dispositions et à réorganiser les enquêtes. « Il y a aussi certains types de preuves, qu'on avait déjà compilés et qui n'étaient pas pertinents, qui vont maintenant le devenir », explique M. Ménard.

Deux autres mesures comprises dans la loi n'entreront en vigueur que le 1^{er} février. Il s'agit des dispositions procurant l'immunité aux officiers de police qui commettraient des gestes illégaux au cours d'une enquête ou d'opérations d'infiltration; et des dispositions entourant la confiscation des produits de la criminalité. Ce délai servira à former le personnel chargé de l'application de la loi et à rédiger des règlements.

©AT&T Corp. Utilisé en vertu d'une licence.

attcanada.com/LIGNE-D-AFFAIRES

Calgary, Montréal, Halifax, Chicago, Dallas, Oslo, Auckland, Osaka. Que ce soit à travers la ville ou à travers le monde, AT&T Canada peut vous aider à rester en contact. Son réseau haute vitesse peut vous procurer des connexions rapides et fiables presque partout où vous faites des affaires. Petite planète, non ?



AT&T Canada®

UN MONDE INFINI

Voix Données Internet Affaires électroniques

PIERRE FOGLIA

pfoglia@lapresse.ca

C'est la hutte finale

C'était un bon petit reportage sur les sans-abri qui se sont construits des cabanes sous le viaduc de la rue Notre-Dame. Ils disaient qu'ils n'avaient pas envie de se retrouver à l'Old Brewery ou à l'Accueil Bonneau. Parlez-moi de ça. Des vrais clochards. Anars. Folklos. Débrouillards et tout. Des clochards comme on n'en avait pas vu depuis longtemps — on ne voit plus que des psychiatrisés en manque de ressources, c'est d'un triste. Bref, un bon petit reportage pour renouer avec les jours ordinaires d'une actualité soudainement moins exaltée.

Il a fallu qu'un furieux connard du Service de prévention des incendies prenne sur lui de faire démolir ces cabanons et nous voilà, quatre jours plus tard, avec une crise majeure sur les bras qui a nécessité la réunion d'urgence du comité exécutif de la Ville. Crise du logement, et même, mon vieux, crise du capitalisme. Oui madame, je l'ai entendu. Et j'en ai lu qui réclament un nouveau modèle économique, on voit qu'on ne lésine pas sur les moyens. J'en ai même entendu d'autres qui dénoncent le poids exorbitant des multinationales.

Excusez-moi si je ris comme un fou. Dans ce beau et grand et riche pays des milliers et des milliers d'enfants vivent dans une pauvreté proche de l'indigence — un enfant sur cinq en fait. On n'arrête pas, depuis ce qu'on a appelé la réforme Axworthy (1994), on n'arrête pas de leur supprimer l'aide sociale, on n'arrête pas de réduire leur part de richesse collective, on n'arrête pas de leur conter des folies, entre autres celle-ci : la multiplication des profits va bientôt mettre fin à leur pauvreté.

Excusez-moi si je ris comme un fou. Cela fera bientôt 15 ans qu'on n'arrête pas de démolir les cabanons des pauvres, surtout des femmes et des enfants — voyez s'il vous plaît les aberrations dénoncées par le vérificateur général —, 15 ans qu'on n'arrête pas

de sabrer dans les programmes sociaux et cela n'a pas fait une seule vaguelette sur le lac tranquille des certitudes des payeurs de taxes tannés de payer pour les autres. Quinze ans que la classe

moyenne canadienne reste complètement indifférente à la sauvage destruction des abris sociaux des plus démunis. Mais voilà qu'un furieux connard, croyant aller dans le sens de l'obsession sécuritaire de cette même classe moyenne, donne l'ordre de foutre en l'air quatre cabanes de planches sous un pont et nous voilà devant un presque soulèvement.

Excusez-moi de rire comme un fou. N'empêche, ceux-là qui rêvent encore de révolution devront retenir de cette histoire qu'ils ne doivent pas promettre au peuple de refaire le monde, seulement de ne pas démolir les cabanes sous les ponts.

C'est la lutte finale...
Ou plutôt : c'est la hutte finale...

Mais parents parlent française

Des fautes d'orthographe j'en fais aussi. Moins que vous, mais j'en fais. Je ne sais jamais s'il faut écrire yaourt ou yogourt, célébrer ou célébrer, et bonhomie, deux m ? Si la question se pose, c'est qu'il y a un truc, bonhomme prenant deux m, le truc doit être que bonhomie n'en prend qu'un seul. Ce n'est pas difficile la langue française, suffit d'avoir l'esprit un peu tordu.

Ayant été correcteur d'épreuves dans une autre vie (chez Fides), il est inutile de me dire, comme vous le faites souvent à l'entame de vos courriels « s'il vous plaît ne faites pas attention à mes fautes ». Comment ne les verrais-je pas, elles scintillent comme des mouches à feu dans une nuit de juillet. Je ne



peux pas ne pas les voir. Mais si vous me demandez si elles m'agacent, pas une seconde. Elles sont là, c'est tout. Il n'y a pas de règles. Il y a des gens qui disent des âneries sans aucune faute, il y a Marie-

Anne, neuf ans, qui vient de m'écrire aujourd'hui même qu'elle a eu pour Noël un petit frère très choufflu, et il y a ce fatigant qui me fait un sermon à chaque anglicisme qu'il relève dans cette chronique, le prochain sermon sera sûrement pour mouche à feu, calque de fire fly — il eut fallu dire luciole. Il n'y a pas de règle. Mais il ne faut pas exagérer non plus. Si c'est un prof de français qui m'écrit, ou si le sujet est la langue, comme dans l'exemple qui s'en vient, holà, madame Chose, holà...

Dans une chronique récente sur l'enseignement de l'anglais, je m'élevais contre la croyance la plus largement partagée dans ce pays : pour apprendre l'anglais, plus on commence jeune, plus c'est facile. C'est pas vrai. C'était d'ailleurs mon titre : c'est pas vrai ce que vous dites. Je crois qu'il faut d'abord, minimalement, maîtriser sa langue et sa culture maternelles — disons vers dix ans — avant de passer à l'étude d'une autre langue. Vous n'êtes pas obligés d'être d'accord, mais ne faites pas comme Isabelle qui, bien involontairement, me donne mille fois raison en voulant me donner tort : *Moi même, m'écrit-elle — j'ai ajouté les accents, mais j'ai laissé toutes les fautes — moi même ma langue maternelle est le français et mais parents ont décidé de m'envoyer à l'école anglais en maternelle et maintenant je suis parfaitement bilingue.*

Oh yeah ?

J'étudie moi-même en enseignement de l'anglais langue seconde à McGill... en voyant que vous par-

lez aujourd'hui d'apprentissage de l'anglais j'étais contente mais je fut frustré... En citant ce prof qui dit que une langue s'apprend mieux plus tard vous ne vous donnez pas bonne impression... on est enve- loppé (à l'Université McGill) de recherches qui citent le contraire du messieur que vous avez citer... Dans une recherche de M. Celce, Teaching English as a second or foreign language, il démontre que l'apprentissage d'une deuxième langue est acquis plus facilement lorsque l'enfant est jeune...

Sauf que votre charabia mademoiselle, et c'est ce que je disais dans cette chronique, démontre clairement aussi que cela se fait souvent au détriment de la langue première de l'enfant. Merci de l'avoir illustré aussi éloquemment.

Responsabilité sociale

Joanne Liu est médecin sans frontière. Le chauffeur de taxi met sa valise dans le coffre, démarre et commence à parler :

Comme ça vous êtes médecin sans frontière, j'ai vu l'étiquette sur votre valise ?

Oui.

Êtes-vous allée en Afghanistan ?

Oui.

Ben moi je connais un médecin, il vient de s'acheter 20 condos en République dominicaine. Il travaille fort.

Un peu plus tard : Moi aussi je travaille fort. Des fois je vois une personne âgée qui a de la misère à avancer sur le trottoir, mon taxi s'arrête tout seul. C'est une responsabilité sociale. On a tous des responsabilités sociales.

À Dorval, le chauffeur a souhaité la bonne année au médecin : « Ça va être votre meilleure, madame. »

Le projet de loi sur la Régie du logement n'a pas été adopté

CLAUDE-V. MARSOLAIS

LE PROJET DE loi 26 qui devait modifier la Loi sur la Régie du logement n'a pas été adopté lors du sprint final des travaux parlementaires avant Noël, victime, semble-t-il, des négociations entre les leaders parlementaires du gouvernement et de l'opposition quant aux projets de loi à adopter.

Ce projet de loi avait suscité la controverse chez les associations de propriétaires car il limitait la collecte des renseignements personnels des candidats locataires au nom, date de naissance, adresse et numéro de téléphone ainsi que le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du locateur actuel.

Les associations de propriétaires d'immeubles désiraient obtenir en plus le numéro d'assurance sociale du candidat locataire afin de faciliter l'étude des dossiers de crédit.

L'attachée de presse de la ministre des Affaires municipales Louise Harel, Christine Mitton, a laissé entendre hier que, même si le projet de loi est mort au feuillet, il devrait ressusciter au printemps lorsque la nouvelle session parlementaire se mettra en branle.

Un peu avant Noël, la ministre avait demandé aux locataires qui s'estiment victimes de discrimination en matière de logement de porter plainte devant la Commission des droits de la personne dans le but de constituer un dossier plus étoffé visant à contrecarrer les discours des associations de propriétaires d'immeubles.

Ceux-ci avaient indiqué en commission parlementaire que le projet de loi n'était pas justifié étant donné le faible niveau des plaintes, 160 devant la Commission des droits de la personne l'an passé.



DÉCOUVREZ NOTRE NOUVEAU CADRE

Profitez du plus haut standard confort des Laurentides dans le nouveau décor du Manoir Saint-Sauveur. Le SPA du Manoir, votre destination relaxation de l'automne.

Chambre à partir de **64,50\$** par personne, occ. double

NOUVEAU!
SPA DU MANOIR
11 cabines - Soins complets
Forfaits disponibles

MANOIR SAINT-SAUVEUR
HOTEL DE VILLÉGIATURE 4 SAISONS

1 800 361.0505 www.manoir-saint-sauveur.com

POUR FAIRE LE POINT SUR L'ACTUALITÉ

Chaque samedi dans **La Presse**

PLUS

lotto-québec résultats

Banko Tirage du 2002-01-07
04 07 09 10 11 905 1688

Quotidienne Tirage du 2002-01-07
3 4

Extra Tirage du 2002-01-07
13 15 27 28 33 52 55 58 60 62 NUMÉRO: 747975

Le jeu doit rester un jeu

ANGLAIS

COURS AXÉS SUR LA CONVERSATION
Petits groupes : 3 à 7 personnes ; admission continue à temps partiel et semi-intensifs | **COURS INTENSIFS** matin, après-midi, soir, samedi de jour, 25 h/semaine 1 à 7 fois/sem. • 220 \$/30 h* | 145 \$ à 165 \$/semaine

BUSINESS ENGLISH
rédaction/conversation - mardi soir 22 janvier au 16 avril • 320 \$*

*Matériel pédagogique inclus, pas de taxe, déductible d'impôt, frais d'inscription : 45 \$

Évaluation et inscription
mercredi 9 janvier 11 h à 16 h
jeudi 10 janvier 16 h à 21 h
vendredi 11 janvier 10 h à 15 h
samedi 12 janvier 10 h à 13 h
Commencez dès le 14 janvier

Formation en entreprise adaptée à vos besoins
Cours privés : toutes les langues

Converlang
école de langues postmoderne
accréditée par Emploi-Québec

1160, boul. St-Joseph Est, 3^e étage, MtL
Laurier (514) 278-5309 www.converlang.com

10 Cavalier VLX 2001 à liquider !

Transm. auto. - Climatiseur - CD
Portières élect. - Télédéverrouillage

14 999 \$* **Rabais 5 000 \$**

0% de financement à l'achat

4 jours Il ne reste que **4 jours** pour la **super vente de fin d'année GM**

Tracker 4x4 2001
Moteur 2,0 L - Transm. man. 5 vit. AM-FM cass.

17 999 \$* **0% de financement à l'achat**

Cavalier Z24 2001
Moteur 2,4 L de 150 CV - Transm. auto. Groupe élect. - Toit ouvrant élect. Tout équipé

17 999 \$* **0% de financement à l'achat**

Cavalier VLX 2001
Transmission manuelle - CD Portières élect. - Télédéverrouillage

12 999 \$* **0% de financement à l'achat**

DÉCARIE CHEVROLET OLDSMOBILE
Toujours plus de clients !

*Sujet à approb. de crédit. Pour utilisation pers. Transp. en sus. Prép. incl. Taxes, imm. et ass. en sus. Voir détails chez Décarie Chevrolet Oldsmobile. Le modèle peut différer de l'illustr. Le client doit choisir entre les prix annoncés ou les taux de financement. Le financement de 0% s'applique sur la plupart des modèles. Les prix mentionnés incluent le rabais promotionnel de GM de 500 \$.

(514) 744-6401
925, boul. Marcel-Laurin Saint-Laurent (Québec) www.decariechevrolet.com

CANADA



Photo DENIS COURVILLE, La Presse ©

Ça y est ! Stockwell Day sera bel et bien de la course à la direction de l'Alliance canadienne. Accompagné de son épouse Valorie, il a exhorté les militants du parti à démontrer que les dissidents ont eu tort de réclamer sa tête.

Stockwell Day veut chasser l'« élite de salon »

JOËL-DENIS BELLAVANCE

JURANT AVOIR TIRÉ des leçons des erreurs commises durant les 18 mois tumultueux qu'a duré son mandat, Stockwell Day a lancé sa campagne à la direction de l'Alliance canadienne hier soir en invitant les militants à reprendre le contrôle du parti des mains des « élites de salon » qui ont tenté de le détruire en réclamant sa tête.

M. Day, a exhorté les militants à le réélire chef du parti pour démontrer aux députés dissidents qui ont exigé sa démission l'an dernier qu'ils ont eu tort.

Devant ses partisans, M. Day a soutenu que l'Alliance canadienne a fait des progrès importants sous sa houlette même s'il n'a pu déloger les libéraux de Jean Chrétien du pouvoir aux dernières élections.

« L'année dernière, nous aurions dû exploiter ce succès et nous préparer aux prochaines élections. Mais les critiques internes, les élites de salon, au lieu de s'efforcer de bâtir le parti, ont préféré le déchirer. Ces critiques ont entraîné une véritable rébellion non seulement contre mon leadership, mais contre vos valeurs et votre droit de choisir le chef de votre parti », a déclaré M. Day.

M. Day, qui était accompagné de son épouse Valorie, est devenu hier le quatrième candidat à la direction du parti. Les autres candidats en lice sont les députés albertains Grant Hill et Diane Ablonczy, qui font de la fusion de l'Alliance canadienne et du Parti conservateur leur principal cheval de bataille, et Stephen Harper, député réformiste de 1993 à 1997 qui, lui, s'oppose à tout rapprochement avec les conservateurs.

Dans son discours, hier, M. Day a tenu à rappeler que plusieurs leaders ont fait mentir les experts de tout acabit dans le passé et qu'il en ferait autant s'il était de nouveau choisi chef du parti.

Il a donné en exemple le cas de Mike Harris, devenu chef du Parti conservateur de l'Ontario au moment où il était troisième dans les sondages, mais qui a été élu premier ministre de cette importante province aux élections de 1995.

Il a aussi cité le cas de Gordon Campbell, le chef du Parti libéral de la Colombie-Britannique. M. Campbell est devenu premier ministre en mai dernier en remportant la quasi-totalité des sièges à l'assemblée législative de la province.

« Encore une fois, les élites soutiennent que cette campagne ne peut être fructueuse. Mais nous leur avons démontré qu'ils avaient tort par le passé et nous allons le leur montrer une fois de plus », a soutenu l'ancien ministre des Finances de l'Alberta.

M. Day a été contraint de mettre son leadership en jeu en juillet dernier afin d'éviter de se faire montrer la porte de sortie par la majorité des membres de son caucus insatisfaits de sa performance lors des dernières élections et à la Chambre des communes.

Tous les membres en règle du parti auront droit de vote lors du premier tour durant la semaine du 8 mars et, si nécessaire, lors du deuxième tour durant la semaine du 22 mars.

Durant son discours, M. Day a soutenu qu'il était le plus apte à diriger l'Alliance canadienne jusqu'aux prochaines élections, quoi qu'en disent ses détracteurs.

Il s'est dit prêt à discuter d'une plus grande coopération entre son parti et le Parti conservateur de Joe Clark pour éviter que les libéraux soient réélus par défaut, mais pas au prix de compromettre les principes qui sont chers aux militants de l'Alliance tels que les réductions d'impôt, la décentralisation des pouvoirs et des mesures plus sévères en matière de sécurité.

SONDAGE GALLUP

Les Canadiens pessimistes

PASCALE BRETON

PAS MOINS DE 40 % des Canadiens sont d'avis que l'année 2002 sera difficile économiquement, révèle un nouveau sondage Gallup mené entre le 4 et le 9 décembre derniers.

Les résultats aux quatre questions posées par la firme démontrent d'ailleurs que l'état d'esprit général est sensiblement le même qu'au lendemain de la dure récession qui a frappé le pays, en 1991.

Ainsi, seulement 12 % des répondants croient que 2002 sera une année économique prospère comparativement à 2001, soit presque le même pourcentage qu'en 1993. Seulement 47 % des Canadiens sont d'avis que cette année sera semblable à celle de l'année précédente alors que 68 % des répondants étaient de cet avis lorsque la même question leur a été posée, à pareille date en 2000.

Signe de ces difficultés pressenties, 51 % des répondants pensent également que le nombre de chômeurs au pays augmentera au cours de l'année. En 2000, près de la moitié moins de Canadiens (27 %) étaient de cet avis.

La firme Gallup s'est aussi intéressée aux implications de travail. À ce sujet, 40 % des Canadiens ont affirmé que les grèves et les conflits ouvriers seront en hausse au cours de l'année 2002 et 49 % pensent qu'ils resteront au niveau actuel. Au cours des quatre dernières années, les statistiques compilées par la firme Gallup démontrent que ce pourcentage est resté sensiblement le même.

Par contre, l'année ne sera pas paisible en ce qui a trait aux conflits internationaux, évaluent les répondants. Un total de 55 % d'entre eux croient que 2002 sera une année agitée avec beaucoup de conflits internationaux, comme l'année 2001 s'est d'ailleurs terminée. À pareille date l'an dernier, seulement 27 % des gens partageaient cet avis.

Le sondage a été réalisé auprès de 1004 Canadiens âgés de 18 ans et plus entre le 4 et le 9 décembre 2001. La marge d'erreur est de 3,1 points de pourcentage, 19 fois sur 20. Elle peut cependant être plus élevée dans les régions où l'échantillonnage était plus restreint. Ainsi, au Québec, 251 répondants ont été questionnés, ce qui augmente la marge d'erreur à 6,1 points de pourcentage, 19 fois sur 20.

Notre fameuse

vente de blanc

De fabuleux rabais mur à mur tout le mois de janvier !

Literie	Salle de bain	Matelas
<p>Duvets</p> <p>Construction en cloison</p> <p>Simple 89⁹⁵ Double 109⁹⁵ Grand 119⁹⁵ Très grand 149⁹⁵</p> <p>Oreillers de duvet blanc 27⁹⁵</p> <p>Taies d'oreillers en percale Assortiment d'imprimés Légères imperfections. La paire 2⁹⁵</p> <p>Ensembles de draps 180 fils par pouce carré Nous n'avons pas tous les formats de chaque modèle.</p> <p>Wamsutta Springmaid</p> <p>Simple 16⁹⁵ Double 24⁹⁵ Grand 34⁹⁵ Très grand 44⁹⁵</p> <p>Springmaid Ensembles complets</p> <p>Simple 79⁹⁵ Double 99⁹⁵ Grand 149⁹⁵</p> <p>Assortiment d'imprimés</p> <p>CANNON</p> <p>Oreillers classiques 6⁹⁵</p>	<p>Robes de chambre 39⁹⁵</p> <p>Debarbouillettes 99¢</p> <p>Faldrest CANNON</p> <p>Serviettes de bain 4⁹⁵</p> <p>MARTEX STEVENS</p> <p>Essuie-main 1⁹⁵</p> <p>Draps de bain</p> <p>Épais 37" x 65" 11⁹⁵</p>	<p>Serviettes</p> <p>MARTEX EXCALIBUR</p> <p>Bain 6⁹⁵ Essuie-main 4⁹⁵ Debarbouillette 2⁹⁵</p> <p>Faldrest CANNON</p> <p>Tapis de bain 5⁹⁵</p> <p>Assortiment de rideaux de douche en DPC 4⁹⁵</p> <p>Nappes</p> <p>Nappes Invitation 3M Scotchguard 9⁹⁵ disp. en 6 couleurs 52" x 70" and 60" x 84"</p>
		<p>Choisissez parmi notre vaste sélection</p> <p>Le Charmeur à partir de 169⁹⁵</p> <p>Chiro Posture à partir de 199⁹⁵</p> <p>Royale Ultime à partir de 269⁹⁵</p> <p>Posturepedic à partir de 299⁹⁵</p> <p>LaSalle à partir de 369⁹⁵</p> <p>Tradition à partir de 499⁹⁵</p> <p>Beautysleep Evasion à partir de 199⁹⁵</p> <p>Beautysleep Emotion à partir de 299⁹⁵</p> <p>Beautyrest Deluxe à partir de 449⁹⁵</p> <p>Beautyrest Supreme à partir de 599⁹⁵</p> <p>W.C. Dual Comfort à partir de 799⁹⁵</p> <p>Beautyrest</p> <p>Non-Flip Pillowtop à partir de 899⁹⁵</p> <p>LIVRAISON GRATUITE • INSTALLATION GRATUITE • RETRAIT GRATUIT • CADRE DE LIT GRATUIT</p> <p>Offre limitée</p> <p>Sur présentation de ce coupon recevez un rabais de 10% sur tout matelas Beautyrest de Simmons et Posturepedic de Sealy.</p> <p>Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Sur présentation du coupon seulement.</p> <p>Date d'expiration : 31 janvier 2002</p>
		<p>Fenêtres</p> <p>Gratuit</p> <p>Service à domicile 331-5260</p> <p>Levolor HunterDouglas</p> <p>SURMÉTRE • DRETTÉ • LUMIÈRE</p> <p>du 1 Janvier - 31 Janvier 2002</p> <p>Offre Boni 10% de rabais additionnel de nos plus bas prix garantis sur tous les stores HunterDouglas</p>

Porcelaine • Cristal • Articles-cadeaux • Couverts

Royal Doulton • Mikasa • Westwood • Villero & Boch • Noritake • Drexels • Oneida • J.C. Durand • Nesta Boda • Lenox • Waterford • F&F • Lagostina • Rosenthal • Nikko • Versace • Spode • Royale de Champagne • Ficus et beaucoup plus!

<p>Porcelaine Spal</p> <p>Firenze ou Blackberries à l'achat d'un ens. de 20 morceaux à 242⁹⁵ recevez 4 assiettes creuses GRATUITES</p>	<p>Jumbo 1917</p> <p>Acier inox. 18/10 couverts Européens</p> <p>Admiral, Capri, Linear, Nine ens. 20 morceaux 189⁹⁵ Carlton, Bristol ens. 20 morceaux 139⁹⁵</p>	<p>Vase Athènes 9" paqué argent 21⁹⁵</p>
<p>Articles pour la maison</p>		
<p>Duo Design</p> <p>Batterie 10 pièces base encapsulée, induction prix régulier 299⁹⁵ 269⁹⁵</p>	<p>Toastess</p> <p>Grille pain chrome à 2 tranches</p> <p>39⁹⁵</p>	<p>salton</p> <p>Râpe à fromage</p> <p>Sans fil et rechargeable 29⁹⁵</p>

Lits en lait et en fer! Aux plus bas prix garantis!

Tout pour la maison aux prix garantis les plus bas

LINEN CHEST

D É C O R D É P Ô T

Nouvel emplacement spectaculaire! Centre Rockland (514) 341-7810	La Cathédrale centre-ville (514) 282-9525	Place Portobello, Brossard (450) 671-2202	Les Galeries Laval (450) 681-9090	Carrefour Langelier (514) 254-3636	Service à domicile GRATUIT 331-5260
---	--	--	--	---	--

| ARGENTINE |

Le plan Duhalde soulève peu d'enthousiasme

FLORENCE PANOUSIAN
Agence France-Presse

BUENOS AIRES – Les analystes argentins se montraient peu enthousiastes hier, estimant que le président Eduardo Duhalde ne pourra appliquer son plan d'urgence économique qu'avec le soutien d'un financement international et un budget d'austérité.

« Il faut être très prudent », a déclaré Alfredo Ferrarini, de la société de Bourse Cohen. « Il s'agit d'un changement total de modèle économique », rappelle Carlos Perez, économiste de la Fondation Capital.

Le gouvernement a annoncé dimanche une dévaluation de près de 30 % du peso, après l'approbation par le Congrès de son plan mettant fin à la parité avec le dollar américain et donnant au président péroniste des pouvoirs spéciaux pour sortir d'une récession de 43 mois.

« Étant donné la récession prolongée, le manque de liquidités, cela peut provoquer une plus grande récession et de l'inflation. Le contraire de ce à quoi l'on prétend », a poursuivi Ferrarini.

Le ministre de l'Économie, Jorge Remes Lenicov, a aussi annoncé son intention de négocier en février un plan de restructuration de la dette publique (141,252 milliards US) avec le FMI en espérant obtenir un prêt de 15 à 20 milliards US.

« Un prêt du FMI est très important. Car en Argentine, en terme de capital, tout sort, tout le monde se sert, mais personne ne dit « Moi je mets de l'argent », a ajouté Perez.

Cette aide est indispensable si Duhalde veut reprendre le paiement de la dette, dont son fugace prédécesseur avait décrété le moratoire fin décembre.

« Ce prêt est un élément clé pour la survie du plan, pour éliminer les craintes des investisseurs et de la population », a ajouté Ricardo Delgado, consultant d'Ecolatina.

« Le problème est de présenter un plan défendable et de mettre fin au déficit budgétaire », a renchéri Ferrarini.

« D'autres expériences comme les crises en Russie, en Turquie ou au Brésil en 1999 ont démontré qu'une assistance extérieure était indispensable pour rendre crédible une nouvelle politique », a rappelé Delgado.

Les analystes estiment que de nombreuses questions restent en suspens comme la durée du taux de change de 1,40 peso pour un dollar pour les transactions internationales, annoncé la veille par Remes Lenicov, ou l'ampleur de la fluctuation de la monnaie pour les autres opérations.

« Nous ne savons pas comment le système va fonctionner et dans ce cas l'incertitude est un ennemi », a estimé Eduardo Blasco, de Maxinver consultants.

Les marchés des changes, suspendus le 21 décembre, devaient rester fermés jusqu'à demain.

Mais « si elle peut être contrôlée, la dévaluation va améliorer la compétitivité des exportateurs, comme des secteurs en concurrence avec les importations sur le marché interne », selon Delgado.

« Et la population va réagir favorablement si ses dettes en dollars sont effectivement converties en pesos et si le *corralito* (limitation des retraits en espèces à 1000 pesos par mois) est assoupli. Elle va préférer ce schéma au précédent qui assurait le cours du dollar mais pas l'emploi », a-t-il ajouté.

Mais les Argentins, étranglés par les dettes et un chômage à 18,3 %, pourraient encore manifester leur colère. En décembre des affrontements, ayant fait 30 morts, ont entraîné la chute de deux gouvernements en 10 jours.

« Le pays va vivre des mois durs. Il y aura des turbulences, des doutes », estime Delgado, pour qui l'économie tardera à récupérer.

Certains analystes se montrent très pessimistes, comme Blasco, selon lequel le nouveau président ne pourra « durer qu'au moyen d'une forte concentration de pouvoirs », ajoutant que « dans un pays en crise, il est difficile pour une démocratie de maintenir l'ordre ».

D'autres sont plus mesurés, tel Perez : « Le gouvernement actuel a un soutien politique beaucoup plus ample que les précédents. »

« Mais Duhalde va devoir prêter une attention soutenue à l'urgence sociale avec un plan alimentaire pour les plus pauvres et un autre pour les 2,5 millions de chômeurs », a-t-il reconnu.

[cyberpresse.ca](http://www.cyberpresse.ca) D'autres textes et des hyperliens pour mieux comprendre la situation à la frontière entre l'Inde et le Pakistan à www.cyberpresse.ca/cachemire

Les arrière-pensées de Berlusconi préoccupent députés et diplomates européens

d'après AFP

BRUXELLES — Députés et diplomates s'interrogeaient hier à Bruxelles sur les « arrière-pensées » de Silvio Berlusconi qui pourrait, selon certains, remettre en cause 40 ans d'engagement pro-européen de l'Italie et gripper un peu plus une machine communautaire déjà mal en point.

« Notre problème principal maintenant, c'est d'arriver à comprendre ce que veut l'Italie », explique un diplomate, qui reconnaît ne « plus y voir clair du tout » après la démission du ministre des Affaires étrangères Renato Ruggiero, dont le départ risque de susciter « des regrets éternels à Bruxelles ».

« D'un côté, Berlusconi assure que l'orientation pro-européenne de l'Italie n'est pas en cause, et de l'autre, il met à la porte son seul ministre clairement europhile », souligne un autre. « On saura vite s'il s'agit d'une simple péripétie de politique intérieure ou d'un vrai virage », ajoute-t-il.

Si la deuxième option est la bonne, il prévoit des difficultés accrues dans les négociations d'élargissement, notamment sur la question des fonds structurels, ou sur le plan économique avec une remise en cause possible par l'Italie des critères du pacte de stabilité liant les pays membres de la zone euro.

Chef de file des socialistes français au Parlement européen, Pervenche Bérès manifeste le même type d'appréhension, en assurant que « ce n'est pas neutre que Ruggiero parte sur l'euro ». « Alors que tout le monde se rend compte depuis le 1^{er} janvier que l'important, c'est la coordination des politiques économiques des pays membres, l'égoïsme national dont fait preuve le gouvernement

Berlusconi ne peut qu'inquiéter », déclare M^{me} Bérès. Pour elle, « derrière tout cela c'est la question de l'équilibre budgétaire italien qui est en cause » alors que « l'analyse du programme électoral de Berlusconi montrait clairement les risques de dérapage budgétaire ».

De l'avis général, la situation en Italie risque de compliquer la tâche de la présidence espagnole de l'Union européenne.

Du point de vue européen, « les séances avec Ruggiero se passaient toujours bien, alors que la présence de Berlusconi a très souvent été synonyme de problème », raconte un autre diplomate.

Or le président du Conseil italien, qui s'est octroyé pour au moins six mois le portefeuille des Affaires étrangères, est désormais habilité à participer aux réunions mensuelles des chefs de la diplomatie européenne, qui jouent un rôle essentiel dans l'orientation et la mise en oeuvre de la politique commune.

« Si Berlusconi a la même volonté de blocage que pendant les sommets européens, alors les problèmes ne sont pas terminés », affirme un diplomate. Il estime néanmoins « plus probable » que le chef du gouvernement italien « continue de s'intéresser presque exclusivement aux dossiers qui ont pour lui un impact personnel, comme on l'a vu dans le cas du mandat d'arrêt européen ».

Le député européen britannique Graham Watson (libéral démocrate) préfère relativiser la portée du « problème Berlusconi ». « L'Union européenne a survécu à M^{me} Thatcher, elle survivra à Berlusconi », prévoit-il, même s'il juge lui aussi la situation italienne « inquiétante ».



ÉVASION AU CŒUR DU VIEUX-QUÉBEC

FORFAIT ÉVASION

- 2 nuits à l'hôtel pour 2 personnes
- Petits déjeuners américains pour 2 personnes les 2 jours
- 1 dîner/table d'hôte à «La Table du Manoir» pour 2 personnes
- Frais de service

À PARTIR DE
269\$
pour 2 personnes pour 2 nuits

44, côte du Palais, Vieux-Québec (Qc) G1R 4H8
Tél.: 418.692.1030 Fax: 418.692.3822
Courriel: admin@manoir-victoria.com

FORFAITS DISPONIBLES EN
CERTIFICATS-CADEAU

HÔTEL
MANOIR VICTORIA

3014723

VALIDE JUSQU'AU 30 AVRIL 2002

www.manoir-victoria.com

1 800 463.6283

COMMENT OBTENIR UN PRIX D'HIVER CE PRINTEMPS :

COMMANDEZ VOTRE CABRIOLET C70 MAINTENANT.

DONNEZ UN DÉPÔT.

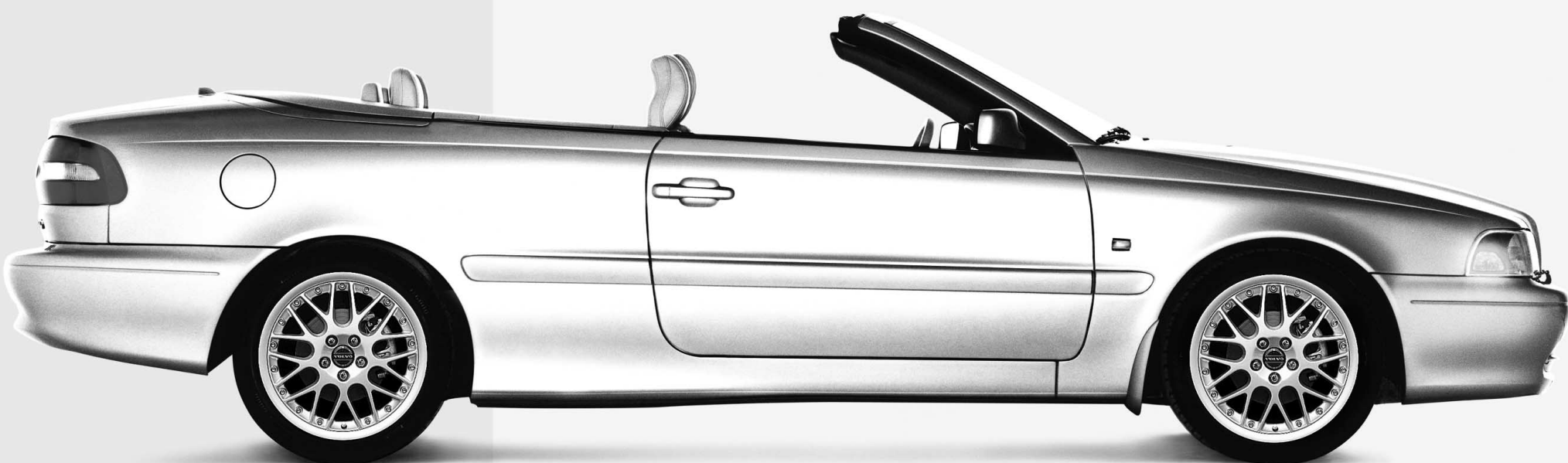
NOUS GARANTISSONS LES PAIEMENTS.*

NOUS LA CONSTRUISONS, NOUS L'ENVOYONS.

NOUS LA LIVRONS CE PRINTEMPS.

La Volvo C70. Si vous voulez vraiment vous faire plaisir.
Commandez-la maintenant. Prenez-en livraison au printemps.
Et amusez-vous.

VOLVO
pour la vie



LA RÉVOLUTION. ELLE SE POURSUIT À VOLVOCANADA.COM ET CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE VOLVO.

Crédit bail bien équipé à partir de
5,9% Taux de bail
699\$ /mois (48 mois)

Le prix de détail suggéré du fabricant pour la Volvo C70 2002 commence à 59 595 \$. *Taux de location de 5,9 % offert sur toutes les nouvelles Volvo 2002. Offre temporaire faite par l'intermédiaire des concessionnaires Volvo participants et des Services financiers Automobiles Volvo du Canada sur approbation de crédit. À titre d'exemple, location d'une Volvo C70 2002: 698,49 \$ par mois pendant 48 mois avec acompte ou échange équivalent de 8 225 \$. Le coût total de location est de 33 527,52 \$. Prix d'achat à la fin du bail de 27 110,25 \$. Le prix peut varier en fonction de l'équipement ajouté. Kilométrage limité à 20 000 km par an (frais de 0,16 \$ par kilomètre excédentaire). *Les mensualités du bail convenues au moment de la signature du contrat sont garanties par Automobiles Volvo du Canada. Taux de financement de 3,9 % offert sur toutes les nouvelles Volvo 2002. Exemple de financement: 25 000 \$ à 3,9 % pendant 36 mois entraîne des mensualités de 736,99 \$. Coût total de l'emprunt : 1 531,64 \$ *Le concessionnaire peut vendre ou louer à moindre prix. Frais de transport et de livraison de 1 050 \$, taxes, immatriculation et assurance en sus. La promotion ne s'applique qu'aux contrats signés le ou avant le 28 février 2002. Les véhicules seront livrés le ou avant le 30 juin 2002. Les offres de financement et de crédit-bail ne peuvent être combinées et sont incompatibles. Tous les détails chez votre concessionnaire Volvo. ©2002 Automobiles Volvo du Canada Ltée. *Volvo, pour la vie* est une marque de commerce de Automobiles Volvo du Canada Ltée. Visitez notre site www.volvocanada.com.

Laval
VOLVO LAVAL
div. de: Boulevard St-Martin Auto
1430, boul. St-Martin Ouest
(450) 667-4960

Brossard
VOLVO DE BROSSARD
9405, boul. Taschereau
(450) 659-6688

Montréal
UPTOWN VOLVO
4900, rue Paré
(514) 737-6666

Pointe-Claire
VOLVO POINTE-CLAIRE
15, Auto Plaza
(514) 630-3666

Saint-Léonard
JOHN SCOTTI AUTO LTÉE
4315, boul. Metropolitan Est
(514) 725-9394

Saint-Hyacinthe
AUTOMOBILES CHICONE INC.
855, rue Johnson
(450) 771-2305

Sainte-Agathe
FRANKE VOLVO
180, rue Principale
(819) 326-4775

Forum

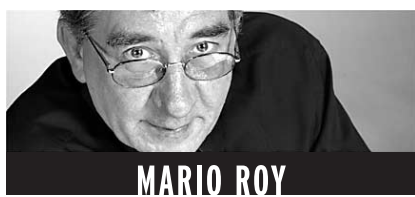
La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur

MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint

PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

L'insaisissable problème des sans-abri



MARIO ROY
mroy@lapresse.ca

Confronté dès le début de son mandat à une mini-crise concernant la situation des sans-abri, le maire de Montréal, Gérald Tremblay, a annoncé une offensive — encore floue sauf en ce qui concerne les mesures d'extrême urgence adoptées, hier — visant à régler le problème.

Il va s'agir d'une redoutable entreprise : aucune ville en ce monde n'a réussi à loger ses sans-abri, quelles que soient les ressources consenties.

À New York, par exemple, un des programmes les plus coûteux (2,5 millions US) et les plus sophistiqués à avoir été mis sur pied dans le but de loger et réinsérer les quelque 200 sans-abri du secteur de Times Square a lamentablement échoué : après un an et 1500 « interventions », seulement... deux sans-abri avaient quitté la rue.

À Paris, où le phénomène est connu et documenté depuis presque la nuit des temps, où le clochard est un personnage quasi mythique, où la panoplie de mesures d'aide est considérable et coûteuse, où on trouve un centre d'appels d'urgence de type 911 ainsi qu'une juste part des 65 000 places d'hébergement de différentes natures disponibles en France... malgré tout cela, donc, on estime qu'il reste entre 10 000 et 15 000 sans-domicile-fixe à Paris. (Ce qui, soit dit en passant, est inférieur de moitié au nombre de 28 000 sans-abri avancé pour Montréal dont la population est cinq ou six fois moindre, ce qui semble hautement improbable.)

Bref, devant un problème aussi insaisissable, démolissant, insupportable pour quiconque entretient le moindre souci pour ses frères humains, que faut-il donc faire ?

Outre la mise en place de mesures d'urgence, bien sûr, il faut d'abord accepter le fait qu'il n'y a pas un problème de sans-abri, mais plusieurs. Ce que la fonction anesthésiante du mot « exclusion » a totalement gommé.

Car il y a un monde entre l'itinérance plus ou moins temporaire de certains jeunes, par exemple, et la « clochardisation » profonde, selon le terme qu'emploie le philosophe et anthropologue Patrick Declerck, ancien Médecin du monde et auteur de *Les Naufragés* (Plon), un des ouvrages qui a fait le plus de bruit en France, cette saison.

Declerck, qui a passé 15 ans à étudier le sujet, professe après bien d'autres que le second cas, celui de l'itinérance chronique — cet « exil dont on ne revient pas », écrit-il — relève de l'intervention médicale davantage que sociale, puisque c'est bel et bien d'un problème de santé mentale qu'il s'agit. Le cas serait celui de 30 à 50 % des clochards. Et l'affaire dépasse largement les compétences de la Ville de Montréal. Car on peut estimer que, sur ce point, l'État québécois a carrément abandonné ces gens et qu'il lui appartient de les reprendre en main.

Cela est plus vite dit que fait, bien sûr. Puisque la balance est délicate entre le droit qu'ont les sans-abri de refuser les soins offerts et la responsabilité de la société vis-à-vis de gens malades courant à leur propre mort. Quant à lui, Declerck n'écarter pas l'hypothèse qu'il faille davantage recourir à des équipements asilaires.

Chose certaine, effectuer un raid, comme celui de vendredi, afin de démolir les abris de fortune d'une poignée de sans-abri sans être sûr qu'on ne les met pas ainsi doublement à la rue, est une solution qui n'a aucun avenir...

C'est ce que semble d'ailleurs avoir compris le maire Tremblay.

Cela dit, une panoplie de mesures sociales, dont celle du logement subventionné, peut certainement rendre service à ceux parmi les itinérants qui ont le désir et la capacité de tenter le retour à une vie normale. Ces outils sont d'ailleurs largement disponibles — bien que le nombre de logements sociaux soit en effet insuffisant. Et le fait qu'ils n'aient pas déjà réglé une partie au moins du problème devrait nous inciter à un peu d'humilité dans nos jugements et nos prévisions.

Car il n'existe pas de panacée en ce domaine.

Sinon, quelque part dans le monde, ça se serait su.

STOCKWELL DAY LANCE SA CAMPAGNE À MONTRÉAL



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

LA BOÎTE AUX LETTRES

Des taxes taxées

EST-CE QUE les gouvernements ont le droit de taxer des taxes ? À tous mes achats la TVQ est calculée sur le montant total de mon achat TPS incluse, alors on me taxe sur une autre taxe. Si je ne me trompe pas, il existe une taxe sur les carburants alors pourquoi faut-il que l'on rajoute TPS et TVQ lorsque je fais le plein ? J'achète une auto neuve, je paye la TPS et la TVQ. Je la revends, le nouvel acheteur doit de nouveau payer la TVQ, pourtant cette auto a déjà été pleinement taxée. Ce qui est encore plus décourageant c'est qu'on semble accepter cet état de choses comme un fait accompli.

DANIEL THÉRIEN
Laval

De potentiels fraudeurs ?

Monsieur Gérald Tremblay, JE CROYAIS bien devoir vous

écrire pour vous lancer des fleurs, à la suite de votre brillante initiative de réduction à 25 \$ du prix de la carte mensuelle pour les étudiants de moins de 25 ans. Mais c'est à mon grand regret le pot que je vous envoie aujourd'hui.

Ce que je déplore, c'est la mise en oeuvre de cette réduction, qui s'avère être littéralement chaotique. Saviez-vous que l'attente nécessaire pour obtenir la carte privilège était de 7 à 8 heures vendredi dernier ?

Saviez-vous également que, pour utiliser cette carte mensuelle réduite, il faut présenter notre carte privilège et notre carte mensuelle au changeur du métro, qui nous laisse ensuite passer ? Imaginez, monsieur Tremblay, le nombre d'étudiants qui prennent le métro à la station Berri-UQAM aux heures les plus achalandées et l'engorgement qui s'y produira.

Les étudiants de Montréal croient en votre bonne volonté. C'est donc à vous de nous faire confiance, en simplifiant un

système qui considère actuellement les étudiants comme de potentiels fraudeurs.

ALEXANDRE SHIELDS
étudiant à l'UQAM

À tour de rôle...

DANS LA PRESSE du samedi 5 janvier 2002, l'article d'Isabelle Massé nous apprend que nous verrons la comédienne Geneviève Rioux au petit écran quatre soirs d'affilée dans quatre productions distinctes.

Geneviève Rioux a belle mine et bon talent. Mais pourquoi faut-il que ce soit toujours les mêmes qui travaillent ? Les producteurs, réalisateurs, agents de casting et directeurs de programmes n'ont-ils pas copie du bottin de l'Union des Artistes.

Il y a des centaines d'autres Geneviève Rioux mais qui « crèvent de faim » ou presque, faute de travail.

ANTOINE NORMAND

OPINION

Des malades mentaux à la rue ?

Une décision du gouvernement risque de chasser 77 hommes de la résidence de l'Armée du Salut



JAMES FARQUHAR
L'auteur est psychiatre. Il fait partie de la Coalition des médecins pour la justice sociale (www.coalitionmd.org). Ronald D., un individu dont il est question dans le texte, existe vraiment, mais préfère demeurer anonyme.

ET S'IL Y avait un malade mental dans votre famille, comment réagiriez-vous ?

Le gouvernement du Québec a comprimé les services pour les malades mentaux d'environ 10 % depuis sept ans. Maintenant, comme pour ajouter une gifle à la raclée, il hésite à aider l'Armée du Salut de Montréal à garder 77 malades mentaux à l'abri de l'itinérance totale. Comme s'il fallait attendre qu'ils doivent, eux aussi, se construire de petites cabanes sous le viaduc de la rue Notre-Dame, pour être ensuite délogés par les cols bleus de la Ville de Montréal...

Ces hommes, presque tous d'âge moyen, ont déjà été déplacés des unités psychiatriques par le processus écrasant de la « désinstitutionnalisation », en marche depuis 35 ans. Si l'Armée du Salut n'était pas là, ils n'auraient pas de chez-eux du tout, sauf la rue, cruelle et glaciale.

Pour Ronald D., 47 ans, ce sont les dollars de la charité, et non pas de nos taxes, qui rendent possible le confort minimal d'une chambre à lui, de la sainte paix à petite échelle. Schizophrène interné pendant des années dans les hôpitaux psychiatriques, il demeure stable à l'Armée du Salut depuis trois ans.

Si vous n'avez pas visité la résidence de l'Armée, vous imaginez peut-être de grandes salles-casernes, les couchettes entassées, surveillées par un sergent en noir qui brandit la Bible au moindre bruit.

Mais la résidence de l'Armée du Salut d'au-

jourd'hui ressemble plutôt à l'auberge du YMCA. Elle offre plus d'intimité que certaines résidences d'université. La petite chambre seule de Ronald est typique. Il en détient la clé. On y trouve un lit, de la literie lavée régulièrement, un buffet, un évier — et la toilette et la douche sont partagées par plusieurs chambres. Il peut s'acheter une télé à lui, ou écouter le grand écran dans un salon spacieux pour tout le monde. La bouffe de la cafétéria de l'édifice, comprise dans le contrat mensuel, est pas mal bonne.

Ronald apprécie la présence de quelques employés pour encadrer son milieu, pour l'aider à organiser ses médicaments et à faire durer son argent de poche jusqu'à la fin du mois.

Une économie

Depuis 1999, la résidence pour hommes de l'Armée du Salut ne fonctionne plus comme un abri pour tous et chacun, mais offre plutôt une résidence à long terme pour 195 hommes qui n'arrivent pas à bien gérer leurs vies quotidiennes.

De ceux-ci, 77 sont des malades mentaux qui occupent deux ailes de l'édifice. En général, ce sont des hommes pacifiques et amicaux — autrement ils seraient dans des hôpitaux — mais la plupart sont quand même excentriques, distraits, souvent à l'écoute des voix hallucinées qui agacent comme des fantômes ennuyants.

La résidence arrive presque à couvrir ses frais, en faisant payer les hommes 75 % de leur revenu mensuel ; ils déboursent en réalité des frais de 566 \$.

Mais l'encadrement qu'il faut pour ces malades mentaux coûte davantage pour payer, entre autres, les salaires de quatre employés et d'autres dépenses générales. La facture est de 3000 \$ par client par année, ou environ 230 000 \$ par année pour tout le programme. C'est quand même une grande économie pour le contribuable, si on calcule qu'il en coûterait environ 3,9 millions \$ par année si tous les clients retournaient à l'hôpital !

Le gouvernement se fait déjà une routine



Selon le Dr Farquhar : « une question saute aux yeux : pourquoi le gouvernement du Québec pousse-t-il ces malades mentaux loin des hôpitaux, loin des deniers publics, vers une institution de charité, et puis, tranquillement, dehors dans la neige ? »

de payer des « primes » de 3000 \$ par année ou plus pour certains malades mentaux, dans des placements officiels comme les « familles d'accueil ». Mais en raison d'une décision bureaucratique « regrettable », l'Armée du Salut n'est pas admissible à recevoir de tels paiements. « On ne doit pas être politiquement correct », dit un employé.

C'est dommage, car les dons de charité ne

sont plus assez nombreux pour appuyer cette vie bien structurée qui est essentielle à certains malades mentaux. L'Armée du Salut se trouve en déficit financier, et devra bientôt mettre à pied les employés qui assurent le confort et la sécurité des ex-patients.

Une question saute aux yeux : pourquoi le gouvernement du Québec pousse-t-il ces malades mentaux loin des hôpitaux, loin des deniers publics, vers une institution de charité, et puis, tranquillement, dehors dans la neige ?

Depuis les années 60

Le Québec suit bien une vague mondiale en réduisant les lits psychiatriques dans les hôpitaux, depuis les années 1960, et dernièrement de 6000 lits à 3000, entre 1997 et 2002. C'est un processus qui fonctionne bien partout en autant que les gouvernements déplacent l'argent de la santé mentale vers de nouvelles ressources dans la communauté — des endroits où demeurer, des endroits où passer la journée, des professionnels pour surveiller la santé et la sécurité des patients.

Mais au Québec on a trébuché. On trouve très peu de ces nouvelles ressources communautaires. Trop de l'argent économisé en coupant les lits a disparu dans la poche profonde du gouvernement. Et voilà une grande promesse manquée par le gouvernement péquiste qui disait, en 1997, que l'argent réapparaîtrait pour la santé mentale en dehors des hôpitaux. (...)

Je trouve bizarre que des gens parlent de bâtir des mégahôpitaux au coût de trois milliards, comme si les besoins en santé mentale pouvaient être laissés à l'abandon pendant 20 ou 30 ans, pour manger parfois des miettes de la table.

Est-ce que le ministre québécois de la santé ferait pareil pour sa propre famille ? Est-il plus important d'empêcher que 77 hommes meurent de froid, que de dépenser 70 millions \$ sur la planification des mégahôpitaux, comme le conseil de ministres a fait cette année ?

Forum

Des villes qui bourdonnent

Au 21^e siècle, tout comme dans le passé, les villes auront besoin de nouvelles formes d'expression créatrice



La Presse publie cette semaine en collaboration avec le Globe and Mail, une série de textes de réflexion sur l'avenir de nos villes.



PETER HALL
Un des grands érudits de la Grande-Bretagne contemporaine, l'auteur est président du Service de planification de la Bartlett School of Architecture and Planning, au University College de Londres.

VOICI LES QUESTIONS

auxquelles doivent maintenant répondre les maires de villes, les chambres de commerce et tous ceux qui se soucient de l'avenir urbain : d'où les villes tirent-elles leur inspiration ? D'où provient leur bourdonnement, leur bouillonnement ? D'où vient cette créativité qui les anime à certaines périodes ? Pourquoi Florence a-t-elle brillé durant la première moitié du 14^e siècle, comme Londres l'a fait de 1570 à 1620 et Paris de 1870 à 1910 ? Pourquoi certaines villes connaissent-elles cet âge d'or et pourquoi ce dernier est-il si court ? Et pourquoi si peu de villes les ont-elles imitées ? Et, surtout, comment certaines villes y parviennent-elles parfois ?

Ce sont là des questions importantes car les économistes affirment que l'innovation est la clé de la survie économique. Et ils ne parlent pas ici que de l'innovation dans le domaine des technologies de pointe ; dans notre monde développé, un nombre croissant de villes ne fabriquent rien, elles ne traitent que l'information. De plus, elles vendent leur beauté et leur art au monde entier. Les villes européennes de Montpellier, Nîmes, Glasgow, Bilbao et Barcelone prétendent se renouveler à travers les industries culturelles — une expression qui n'est désormais plus considérée comme contradictoire ou choquante. La culture — les théâtres, les galeries d'art, les événements — séduit les touristes urbains et confère aux villes une nouvelle image qui attire les capitaux et les professionnels en mouvement.

Des réponses aux questions

J'ai donc consacré dix ans à la rédaction d'un livre dans le but de trouver la réponse à ces questions. Ce n'est pas simple. Les grandes villes créatrices du passé — Athènes, Florence, Londres, Vienne, Paris, Berlin — étaient à l'époque des villes riches : elles disposaient de vastes sommes d'argent à consacrer aux arts. Elles attiraient les grands talents de la région et d'ailleurs. Souvent, ces immigrants étaient à la fois artistes et spectateurs. Mais ces villes vivaient de grands bouleversements, tant sur le plan des relations sociales et des valeurs que sur celui des idées. Et la tension régnait entre les résidents de longue date et les nouveaux venus qui contestaient l'ordre établi. Nous n'avons qu'à penser aux impressionnistes qui se sont soulevés à Paris contre l'Académie ou à la jeunesse viennoise qui se moquait de l'esprit collet monté de la cour austro-hongroise.

Certaines villes ont exprimé leur créativité autrement : elles ont opté pour la technologie et ont mis sur pied des industries novatrices. Ce fut le cas de Manchester, en 1770-1810, de Berlin, un siècle plus tard, de Détroit, en 1900, et de Silicon Valley, aujourd'hui. La plupart d'entre elles n'étaient pas de grandes villes solidement établies. Elles rompaient avec la tradition et prénaient à la fois l'égalitarisme et l'indépendance et la réussite personnelles. Elles misaient sur l'instruction ou, du moins, sur la formation technique. Elles comptaient de nouveaux self-made-men, prêts à investir dans des entreprises hasardeuses.

Au 20^e siècle naît la ville hybride, dont la créativité s'exprime sur le plan de la culture et de la technologie. Cette ville nouvelle est américaine : Hollywood, dans les années 1920, et Memphis, au Tennessee, dans les années 1950. Ces villes ont développé les arts populaires à vocation commerciale, comme le cinéma et la musique rock, qui pouvaient être diffusés au moyen de la nouvelle technologie et distribués et vendus partout dans le monde. Ces villes ont été créées par de nouveaux entrepreneurs typiquement venus de l'extérieur.

Les villes du 21^e siècle

Je suis prêt à parier que c'est le genre d'innovation qui primera au 21^e siècle. Les systèmes de communication tels le téléphone, la radio et la télévision sont en voie de fusionner en un système complexe de communication numérique à l'échelle de la planète. Tout comme nous l'avons fait au sujet de l'automobile, il y a cent ans, il faut s'interroger sur les services qui en découleront. Nous en connaissons déjà quelques-uns : les arts, la culture et les divertissements présentés en salle ou diffusés en direct ; les médias imprimés et électroniques ;



« D'où les villes tirent-elles leur inspiration ? D'où provient leur bourdonnement, leur bouillonnement ? D'où vient cette créativité qui les anime à certaines périodes ? Pourquoi Florence a-t-elle brillé durant la première moitié du 14^e siècle, comme Londres l'a fait de 1570 à 1620 et Paris de 1870 à 1910 ? Pourquoi certaines villes connaissent-elles cet âge d'or et pourquoi ce dernier est-il si court ? », s'interroge Peter Hall. Ci-haut une vue du centre-ville de Sydney, en Australie.

les services de santé et éducatifs, le tourisme et les services aux particuliers ; l'administration en général, particulièrement ses fonctions de commande et de contrôle ; les services financiers de haut niveau et les services commerciaux associés.

Certains experts soutiennent que c'est la « mort de la distance » : toutes les activités commerciales seront éparpillées à travers le monde, là où elles pourront être exercées au moindre coût possible, ce qui entraînera la disparition des villes. Ils prétendent que, grâce aux multimédias, toutes les formes de divertissement et d'information seront instantanément accessibles ; l'enseignement et le diagnostic médical à distance réduiront notre besoin d'une agglomération urbaine. Mais cette opinion ne tient pas compte de deux éléments importants.

Premièrement, l'agglomération urbaine est essentielle à la création de produits électroniques ; Silicon Valley en est un bon exemple. Les nouvelles industries du multimédia s'installent au cœur de villes comme New York, San Francisco et Londres car ces dernières représentent des centres culturels importants. Deuxièmement, ni le téléphone, depuis son invention en 1876, ni les multimédias n'ont entraîné une diminution dans les déplacements et les rencontres en personne. Aujourd'hui, les conférences et autres réunions en face-à-face se multiplient au même rythme que les connexions Internet. La technologie de l'information et le face-à-face sont complémentaires, tout comme l'enseignement à distance qui est suivi de séminaires ou les vidéos qui entraînent l'achat de billets de concert ou de théâtre.

Pourquoi ? Parce que jamais un substitut électronique ne pourra remplacer certaines activités en face-à-face, tels le repas ou le verre entre amis et d'autres mondanités.

Voilà pourquoi les villes survivront. Ces endroits bourdonnants et bouillonnants, animés d'un dynamisme qui leur est propre, continueront d'attirer comme un aimant les fabricants de produits et surtout les fournisseurs de services. Même William Mitchell, professeur à MIT et grand prêtre de la nouvelle cybercité, est de cet avis.

Nouvelles formes d'expression créatrice

Quelles sont les implications des nouvelles politiques urbaines ? J'ai étudié cette question avec Charles Landry, spécialiste britannique en matière de villes créatrices. Nous en avons conclu que, tout comme dans le passé, les villes auront besoin de nouvelles formes d'expression créatrice : celle de scientifiques pour résoudre les problèmes reliés à la pollution ; celle de planificateurs pour instaurer de nouvelles politiques urbaines ; celle d'ingénieurs pour solutionner les problèmes techniques relatifs au transport ; celle d'artistes pour renforcer leur identité ; celle de gens d'affaires pour concevoir de nouveaux produits ou services dans le but d'accroître leur capacité

de création de richesse ; et celle de spécialistes en planification sociale pour innover sur ce plan et traiter de questions telles la fragmentation ou l'exclusion sociale.

Mais il y a un problème. Les ressources urbaines sont en général gérées par les villes, et les villes ne considèrent pas l'innovation comme une source de revenus. Elles évaluent l'innovation selon d'autres critères : la réduction de l'utilisation des ressources ou la diminution du niveau de pollution ; une plus grande cohésion sociale ou la réduction de la fragmentation sociale ; la diminution du nombre de véhicules à usage personnel et l'augmentation du nombre d'usagers du transport en commun ; ou une meilleure compréhension entre les différentes cultures. En passant à l'action, les villes peuvent indirectement stimuler de nouvelles activités commerciales : le souci des Suédois à l'égard des handicapés ou celui des Allemands à l'égard de la protection de l'environnement peut donner le coup d'envoi à des entreprises et des industries répondant à ces besoins.

Certaines villes, particulièrement en Europe, ont fait preuve d'un grand talent pour l'innovation et sont devenues des exemples de « la meilleure façon de faire » pour tous les centres urbains du monde. En fait, certains d'entre eux semblent mettre en place des politiques similaires, notamment en ce qui a trait à l'environnement :

> le transport : limite de 30 km/h dans certaines zones ; prolongement du réseau de train léger au moyen des voies ferrées réservées aux trains lourds ; cartes d'abonnement au transport en commun ; denses réseaux de pistes où les cyclistes ont la priorité aux intersections munies de feux de signalisation ;

> l'énergie : évaluation de la quantité d'énergie consommée à l'échelle de la ville ; « îlots » approvisionnant chaque arrondissement en chauffage et en électricité ; tarifs énergétiques progressifs conçus pour pénaliser les gaspilleurs ;

> déchets/pollution : collecte distincte des déchets organiques ; surveillance de la qualité de l'air à l'échelle de la ville.

Les innovations n'arrivent pas seules, mais plutôt en grappes. Dans le triangle formé par Strasbourg, en France, Karlsruhe, en Allemagne, et Zürich, en Suisse, on retrouve plusieurs villes qui ont innové dans le domaine du transport. D'autres, novatrices en matière d'énergie, se sont regroupées dans cette même petite zone et jusqu'à Vienne. Il semble bien que la proximité soit propice à l'adoption des bonnes idées des autres.

Donc, en donnant l'exemple, les villes peuvent encourager leurs citoyens à agir de façon intelligente. Car il existe un troisième type d'innovation : l'innovation urbaine, les villes qui solutionnent leurs propres problèmes. Ce n'est pas un nouveau concept : les Romains l'ont appliqué lorsqu'ils ont construit des aqueducs pour étancher la soif des citoyens. Mais c'est aujourd'hui qu'il prend tout son sens. Les citoyens sont très inventifs et très ingénieux. Et, pour innover, ils ont besoin d'outils que seules leurs villes peuvent leur fournir.

DEMAIN : Faire ou laisser-faire ?

LYSIANE GAGNON

lgagnon@lapresse.ca



Les bavardages du couple Clarkson-Saul

Une fois n'est pas coutume, le premier ministre Chrétien a eu un éclair de génie lorsqu'il a nommé Adrienne Clarkson au poste de gouverneure générale. La dame est brillante, elle a du savoir-faire et du savoir-vivre, et elle est bilingue par-dessus le marché.

Son mari, l'écrivain John Ralston Saul, a les mêmes qualités, et comme il est très étroitement associé au travail de sa femme, on peut dire que cette nomination a été une aubaine pour les contribuables, qui ont deux représentants pour le prix d'un !

Depuis leur entrée en fonction, c'est presque toujours côte à côte que M^{me} Clarkson et M. Saul ont présidé à d'innombrables activités, parcouru l'Arctique, représenté le Canada en Europe et ailleurs, faisant inlassablement la promotion des artistes canadiens. Étant deux, ils entrent en contact avec deux fois plus de monde, sont à l'écoute de deux fois plus de personnes. C'est comme si le poste avait été divisé en deux et que sa productivité s'en trouvait multipliée par deux.

J'aime assez l'idée du couple travaillant de concert. La formule serait détestable s'il s'agissait d'un poste électif — on vote pour un(e) candidate, pas pour son ou sa conjoint(e) — mais comme il s'agit d'une fonction de représentation symbolique, le fait de travailler en couple est une garantie d'efficacité en même temps qu'un bon modèle pour les jeunes, dans une société où la monoparentalité a été banalisée.

Cela dit, leur popularité, tout aussi méritée soit-elle, ne devrait pas faire croire à la gouverneure générale et à son mari qu'ils sont au-dessus du devoir de réserve qui est inhérent à leur fonction.

Dans son dernier livre, M. Saul écrit non sans condescendance que le président Bush avait l'air « fragile et gauche » au lendemain des attentats du 11 septembre. (Ébranlé ? Certes. Fragile et gauche ? C'est une question de perspective.). Il affirme que l'Occident est responsable du terrorisme islamiste dans la mesure où il vend des armes dans le monde entier, et que le christianisme a fait plus de ravages que l'islamisme.

Autant d'affirmations bancales, c'est le moins qu'on puisse dire. Dire que les armes sont responsables du terrorisme, c'est comme dire que les automobiles sont responsables des accidents de la route. Quant aux ravages du christianisme, ils ont été réels, mais il est franchement farfelu de comparer les croisades du XII^e siècle et des guerres de religion datant de cinq siècles, au terrorisme islamiste qui est, lui, un phénomène contemporain ; farfelu également de comparer les ravages dus à des guerres conventionnelles et ceux produits par des terroristes kamikazes. Quant aux horreurs plus récentes dont l'Occident s'est rendu coupable (notamment le nazisme et le communisme), loin d'avoir été faites au nom du christianisme, elles ont été le produit d'idéologies qui allaient contre le christianisme !

Il n'y a rien de bien original dans les constructions mentales de M. Saul. Les tribunes téléphoniques et l'Internet sont bourrés d'argumentations semblables, et tout cela n'aurait pas beaucoup d'importance si l'auteur n'était pas en quelque sorte cogouverneur général.

S'il s'était contenté de jouer un rôle d'arrière-plan en menant sa propre carrière parallèlement, comme Maurice Sauvé lorsque sa femme Jeanne était gouverneure générale, personne n'aurait fait un plat de ses propos. Mais hélas ! on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre — à la fois les privilèges découlant d'une fonction prestigieuse, et la liberté d'expression absolue de l'écrivain travaillant dans l'ombre.

Le moins que M. Saul pourrait faire est d'éviter d'insulter les chefs d'État qu'il devra un jour accueillir au nom du Canada.

Le pire, c'est que la gouverneure générale s'est aventurée dans les mêmes plates-bandes. Début novembre, dans un discours prononcé devant un groupe de journalistes, M^{me} Clarkson a déclaré en substance que les attentats du 11 septembre n'étaient qu'un incident comme un autre dans l'histoire de l'humanité, et dans le même souffle qualifiait le coup d'État contre Allende, au Chili en 1973, de « considérable attaque contre la liberté ».

M^{me} Clarkson a parfaitement le droit de croire qu'un coup d'État qui s'est produit il y a 29 ans dans un petit pays a eu, dans l'histoire du monde, une importance analogue, voire supérieure, à une attaque terroriste d'une ampleur sans précédent perpétrée contre l'unique superpuissance par un réseau riche et bien organisé dont le but déclaré est la destruction d'Israël et de la civilisation occidentale. Mais tant qu'elle est gouverneure générale, elle devrait réserver ce genre de commentaires à ses dîners privés.

Interrogé en Chambre sur les écarts de M. Saul, M. Chrétien a répondu, comme si souvent, par une platitude : « M. Saul a droit à la liberté d'expression comme tous les citoyens. »

Erreur. Tous les citoyens ne jouissent pas du même degré de liberté d'expression, selon qu'ils occupent ou non des fonctions exigeant une certaine neutralité. Les juges, les diplomates, les chefs religieux, même les reporters, ne peuvent pas prendre publiquement position sur des sujets controversés. Pour des raisons tout aussi évidentes, la règle s'applique encore plus strictement aux chefs d'État non élus, comme la reine d'Angleterre ou ses représentants. La règle est dure, mais personne n'est obligé d'être gouverneur général.



EXPRESS INTERNATIONAL

Haïti | Un député abat un maire

LE MAIRE de Saint-Raphaël, dans le nord d'Haïti, Fernand Sévère, a été abattu de 17 balles de mitraillette dans la nuit de dimanche à hier par le député local, Saint Louis Josselin. Selon la police, le neveu du député a ensuite été abattu en représailles par les partisans du maire. Le député et le maire appartiennent tous les deux au parti au pouvoir, la Famille Lavalas. Le député, recherché par la police, est en fuite. Le drame, qui a pour origine une altercation entre les deux hommes, s'est déroulé lors d'une fête dans le village de Bonapite. — *d'après AFP*

Cambodge | Violence électorale

DEUX CANDIDATES aux prochaines élections communales, l'une du Parti Sam Rainsy (PSR - opposition), l'autre du parti royaliste FUNCINPEC, ont été tuées par balles dans une nouvelle vague de violence à quatre semaines du scrutin. Au total sept candidats aux élections communales — quatre PSR et trois FUNCINPEC — ont été abattus ces derniers mois ainsi qu'au moins cinq autres personnes dans des violences apparemment liées à la préparation du scrutin. — *d'après AFP*

Philippines | Chef musulman extradé

LE DIRIGEANT séparatiste musulman philippin Nur Misuari a été extradé hier par la Malaysia et remis aux autorités de Manille qui l'accusent d'avoir fomenté une insurrection ayant causé une centaine de morts. Nur Misuari est arrivé sous escorte policière sur la base aérienne de Fernando au sud de Manille à bord d'un C-130 de l'armée philippine. Il avait été arrêté avec six de ses fidèles le 24 novembre dans l'État malaisien de Sabah après avoir fui les Philippines où il avait tenté de lancer, sans succès, une rébellion armée dans le sud de l'archipel. — *d'après AFP*

Allemagne | Coalition à Berlin

SOCIAUX-DÉMOCRATES (SPD) et communistes renoués (PDS) ont conclu un accord de coalition pour gouverner la ville-État de Berlin, qui a été formellement signé hier soir par les deux commissions ayant mené les négociations. Selon le maire de Berlin, Klaus Wowereit (SPD), son parti dirigera cinq ministères (Intérieur, Finances, Éducation, Ville et Justice) en plus du poste de chef de gouvernement régional assumé par Klaus Wowereit et le PDS trois. — *d'après AFP*

Cuba | Politiciens américains chez Fidel

SIX MEMBRES de la Chambre des représentants se sont entretenus pendant plusieurs heures avec le président Fidel Castro dans la nuit de dimanche à hier au Palais de la Révolution. Castro avait longuement reçu la semaine dernière deux sénateurs américains. À l'issue de cet entretien, le sénateur républicain de Pennsylvanie, Arlen Specter avait estimé que Cuba n'opposerait pas d'objection à la détention de prisonniers de guerre capturés en Afghanistan sur la base militaire de Guantanamo. — *d'après AFP*

| INDE - PAKISTAN |

Bush presse Musharraf de sévir contre les terroristes

d'après AFP et AP

WASHINGTON — Le président américain George W. Bush a estimé hier à Washington que la crise entre l'Inde et le Pakistan n'était pas désamorcée, et il a appelé le président pakistanais Pervez Musharraf à sévir contre les terroristes.

« Je ne pense pas que la situation soit encore désamorcée. Mais je crois qu'il y a un moyen d'y parvenir, et nous travaillons beaucoup pour convaincre Indiens et Pakistanais qu'il y a un moyen de régler leurs problèmes sans avoir recours à la guerre », a-t-il déclaré.

« Il est très important que le président Musharraf dise clairement au monde qu'il a l'intention de réprimer le terrorisme. Je crois que s'il le fait et s'il continue à agir comme en ce moment, cela apaisera la situation qui est toujours grave », a-t-il dit.

Washington est très inquiet que la crise déclenchée par l'attaque contre le parlement indien le 13 décembre puisse entraver sa campagne contre le terrorisme, cen-

trée sur l'Afghanistan et largement soutenue par le Pakistan.

Le général Musharraf a créé la surprise samedi en allant serrer « la main de l'amitié » au premier ministre indien Atal Behari Vajpayee à la fin d'un discours au sommet de la SAARC, au Népal, et en appelant à un dialogue « à tout niveau et à tout moment ».

Washington doit décider cette semaine de l'éventuelle désignation d'un émissaire spécial pour l'Asie du Sud, espérant ainsi calmer les tensions entre les deux pays.

La Russie et la Chine ont aussi exprimé leur « grave inquiétude au sujet de la montée de la tension entre l'Inde et le Pakistan ».

Dans un communiqué transmis par le ministère russe des Affaires étrangères à Moscou, la Chine et la Russie « appellent l'Inde et le Pakistan à poursuivre leurs efforts diplomatiques pour aboutir à un règlement politique de la crise ».

Le ministre russe des Affaires étrangères Igor Ivanov se trouve à Pékin en compagnie de ses homologues de la Chine et de quatre ex-républiques soviétiques d'Asie centrale, pour la première rencontre des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS).

L'OCS a été créé en juin dernier pour renforcer la coopération régionale en matière de sécurité entre la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.

Des bombardements intermittents se sont poursuivis chaque jour depuis une semaine le long de la frontière indo-pakistanaise, notamment dans la région divisée du Cachemire.

Tony Blair n'a pas pu faire taire les canons entre l'Inde et le Pakistan lors d'une brève visite hier à Islamabad où il a prôné le dialogue et répété sa condamnation du terrorisme.

Blair s'est entretenu avec le chef de l'État pakistanais, et il a cité l'Irlande du nord comme modèle à suivre.

Musharraf a affirmé, en conférence de presse, que le Pakistan « rejette le terrorisme sous toutes ses formes » et il a dit avoir un plan pour « contrôler et vérifier le militantisme » qu'il exposera à la nation dans les prochains jours.

cyberpresse.ca D'autres textes et des hyperliens pour mieux comprendre la situation à la frontière entre l'Inde et le Pakistan à www.cyberpresse.ca/cachemire

| PROCHE-ORIENT |

Washington met l'accent sur la mission Zinni et un bémol sur le cargo chargé d'armes

d'après AFP et AP

WASHINGTON — Alors que prenait fin hier la mission Zinni, les États-Unis ont cherché à rester au-dessus de la mêlée dans la polémique sur le *Karine A*, cargo intercepté par Israël qui affirme qu'il transportait des armes destinées aux Palestiniens.

« Nous voulons connaître les faits avant de spéculer ou de tirer des conclusions. Nous ne savons pas qui a affrété le navire, qui était le destinataire, c'est le genre d'informations que nous recherchons », a déclaré le porte-parole du secrétariat d'État.

Washington a en revanche insisté sur la nécessité de poursuivre les efforts enga-

gés par son émissaire, le général Anthony Zinni, pour renouer un dialogue entre Israéliens et Palestiniens.

Washington a souligné qu'il était en contact avec les deux parties pour tenter d'y voir plus clair, et s'était aussi adressé aux Émirats arabes unis (EAU) à la suite d'informations faisant état d'une escale du navire dans ce pays.

Le porte-parole américain s'est refusé à incriminer l'Iran, d'où proviendraient ces armes selon Israël, tout en affirmant que Washington était conscient du soutien de Téhéran aux mouvements radicaux anti-israéliens.

L'Autorité palestinienne a démenti les accusations et affirmé qu'Israël cherchait à saboter la médiation de Zinni. Un haut

responsable palestinien a annoncé que Yasser Arafat avait décidé de créer une commission d'enquête.

Au Caire, le chef de la diplomatie égyptienne Ahmed Maher a estimé hier que l'affaire du cargo chargé d'armes et destiné, selon Israël, aux Palestiniens suscitait « beaucoup de doutes ».

Le général Zinni, revenu hier à Washington, doit rendre compte de ses entretiens au secrétaire d'État Colin Powell. Zinni retournera dans la région dans un avenir proche, a déclaré le secrétariat d'État. Washington va également poursuivre ses efforts en envoyant le secrétaire d'État adjoint William Burns, en tournée dans sept pays du Golfe du 9 au 18 janvier.



EDC
SEE

Société Export
pour l'expansion Development
des exportations Corporation

Notre nom et notre logo ont changé. Notre engagement envers les exportateurs canadiens demeure toutefois le même.

Au cours de notre longue histoire, la prospérité des exportateurs canadiens de toutes tailles nous a toujours tenu à cœur.

Bien que notre nom et logo aient changé, la détermination d'Exportation et développement Canada à appuyer les exportateurs de même que les investisseurs canadiens est plus forte que jamais. Nous sommes fiers d'aider plus de 6 000 entreprises canadiennes à réussir sur les marchés mondiaux.

EDC offre aux exportateurs et aux investisseurs canadiens des services de financement du commerce extérieur, d'assurance, d'expertise sur les marchés étrangers et de cautionnement sur quelque 200 marchés.

www.edc.ca

Un monde d'opportunités à saisir



EDC

Exportation et développement Canada
Export Development Canada

Canada

EDC